



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2547
26 mai 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Avec les candidats de Lutte ouvrière aux législatives



Faire entendre le camp des travailleurs

3, 4 et 5 juin La Fête

pages 7-8-9-10



Un gouvernement en marche contre les travailleurs

En choisissant comme Premier ministre Édouard Philippe, encore lieutenant de Juppé il y a peu, puis en débouchant plusieurs autres responsables des Républicains, Macron a peut-être réussi sa manœuvre. Après avoir réduit le PS à la portion congrue, il espère affaiblir la droite traditionnelle et aspirer une partie de son électorat. Mais ces calculs électoraux dont on nous rebat les oreilles masquent le principal. Ce gouvernement annonce clairement qu'il se prépare à prendre des mesures antiouvrières.

En plaçant des hommes de droite aux ministères clés de l'économie, Macron donne des gages à la bourgeoisie, lui montrant qu'il mènera la politique qu'elle exigera de lui.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, défendait à la primaire de la droite la réduction des indemnités chômage, les petits boulots à 5 euros de l'heure pour les allocataires de minima sociaux. Le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, est un sarkozyste. Ces deux politiciens ont des convictions propatronales profondes et affichées.

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, est une ancienne directrice des ressources humaines du groupe Danone et a été directrice générale adjointe chez Dassault systèmes. Pour la seconder, Antoine Foucher, un ancien négociateur du Medef, ancien directeur des relations sociales chez Schneider Electric, vient d'être nommé directeur de son cabinet. Ceux-là sont des habitués de la lutte de classe, menée du côté patronal.

Le gouvernement s'attaquera dès cet été au Code du travail en légiférant par ordonnances. Il veut que les accords d'entreprise prévalent sur les accords de branche et sur le droit général du travail. Il va plafonner les indemnités qu'auront à payer les patrons condamnés aux Prud'hommes. En résumé, il déblaiera au maximum les obstacles juridiques qui gênent un peu le patronat pour qu'il puisse licencier, augmenter la charge de travail et comprimer les salaires. Le gouvernement veut surtout mater les travailleurs pour aider les capitalistes à mener leur guerre sociale et extorquer aux ouvriers, aux employés, aux ingénieurs toujours plus de dividendes.

La déclaration de guerre est claire et nette. Les déclara-

tions complaisantes des dirigeants syndicaux sur le nouveau gouvernement sont d'autant plus lamentables. Jean-Claude Mailly de FO a vanté le « sens du dialogue » de la ministre du Travail. Laurent Berger de la CFDT a dit qu'il en avait une « appréciation très positive ». Les travailleurs de Danone, qui ont subi le plan social de 2013 avec ses 900 suppressions d'emplois quand Pénicaud y était DRH, apprécieront. Même Philippe Martinez de la CGT, interviewé dans le JDD, a parlé d'un « gouvernement de communication » à « l'attitude correcte ».

Pour préparer son offensive, le gouvernement va jouer la comédie de la négociation. Les dirigeants syndicaux y seront sûrement disposés, alors qu'il n'y a rien à en attendre. Mais il n'est pas dit que cette mise en scène marche auprès des millions de travailleurs qui ont en mémoire les mobilisations contre la loi El Khomri. D'autant qu'ils subissent déjà les conséquences de cette loi, dont Macron est un initiateur, comme de celle qui porte son nom.

Du Front national à la France insoumise, en passant par Les Républicains, voire ce qu'il reste du Parti socialiste et de ses alliés, ils sont nombreux à vouloir jouer le rôle d'opposant au gouvernement. Aucun ne le fera du point de vue des intérêts des travailleurs. La classe ouvrière ne pourra compter que sur ses propres forces.

Dans ce contexte, il faut se préparer aux combats à venir. Les élections législatives ne permettront pas de changer le sort des travailleurs, mais elles permettront de dire la nécessité de luttes générales, mettant en avant les intérêts communs des exploités.

Lutte ouvrière présentera des candidats dans toutes les circonscriptions. Le courant qui s'est exprimé à travers la candidature de Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle doit montrer, avec ces élections locales, sa présence dans les quartiers populaires et ailleurs. Ces votes montreront que, partout, il existe des femmes et des hommes qui n'ont aucune illusion dans le gouvernement et ne se laissent pas tromper par les démagogues qui saoulent les travailleurs de propos anti-immigrés ou protectionnistes, sans jamais dénoncer ni l'exploitation ni le patronat. Ce sera un vote de conscience ouvrière.

Au sommaire

POLITIQUE					
Syndicats : une urgence, préparer la mobilisation	4	Le plan	8 et 9	GM&S - La Souterraine : un premier recul	
Éducation, un ministre rôdé aux suppressions de postes	4	DANS LE MONDE		13	
Aux Transports : nouvelle ministre... et ex-patronne de la RATP	4	Israël - Palestine : soutien aux prisonniers palestiniens !	11	PSA - Rennes : la colère s'exprime	
Élections législatives : 553 candidats de Lutte ouvrière	5	Migrants, une Europe bien fermée	11	Bosch - Moselle : en grève contre l'esclavage moderne	
De GM&S à Whirlpool : interdire les licenciements !	5	Industrie pharmaceutique, rien à voir avec la santé	11	Chantier naval STX Saint-Nazaire : six semaines de protestation	
Disputes au FN : plusieurs flacons, un même poison	6	Trump en Arabie saoudite : vente d'armes et business	16	Filiales d'Air France - Roissy : dans la jungle capitaliste	
Mélenchon, être fort, mais dans quel but ?	6	ENTREPRISES		Bus Région parisienne : grève pour les salaires	
Tapie, le temps c'est de l'argent	6	Neuhaser - Moselle : en grève contre le plan de licenciements	12	Inspection du travail Île-de-France : non aux suppressions de postes	
Valise diplomatique pour 385 000 euros	6	Apase - Ille et Vilaine : reprise la tête haute	12	Guadeloupe : les ouvriers de la banane en grève	
LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE		Conseil départemental de Haute-Savoie : la colère gronde	12	RUSSIE 1917	
Le programme	7 et 10	MGI Coutier - Nesle : non au licenciement d'un militant !	12	Les ouvriers répondent au sabotage des industriels	15

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Gouvernement Macron : recyclage de politiciens

Les nouveaux ministres sont tout sauf des nouveaux venus, ils fréquentent les arcanes du pouvoir aussi bien sous la gauche que sous la droite depuis des années.

On compte d'abord parmi eux nombre de personnalités très marquées à droite. Ainsi le Premier ministre Édouard Philippe, porte-parole de Juppé pendant la primaire, outre qu'il a été maire du Havre et président de la Communauté havraise, a été aussi élu député. Il a refusé de voter la loi sur la transparence de la vie publique et s'est distingué en étant parmi les 23 députés épingleés pour manquement à la déclaration de revenus !

Quant aux personnalités

dites de gauche, elles ont toutes donné par le passé des gages de bonne conduite. Le Drian s'est illustré en vendant des Rafale à foison et en patronnant toutes les interventions militaires sous Hollande. Richard Ferrand, moins connu, ministre de la Cohésion des territoires, a été le rapporteur de la loi Macron qui a favorisé le développement du travail du dimanche et la déréglementation en droit du travail. Le maire de Lyon, Gérard Collomb, nouveau ministre de l'Intérieur,

s'était illustré par ses positions réactionnaires, se refusant par exemple, à l'instar de Darmanin, à marier des homosexuels.

Quant aux personnalités civiles, dont la presse fait ses délices, elles ont presque toutes fait leurs classes dans la haute administration, comme Jean-Michel Blanquer, nouveau ministre de l'Éducation nationale, ou au service du patronat, comme Muriel Pénicaud, la nouvelle ministre du Travail.

Tous ces ministres ont donc tout ce qu'il faut d'expérience pour servir le patronat et les financiers. Et les travailleurs ne peuvent en attendre que des coups !

Aline Urbain

“Société civile” : des ministres liés au patronat

Le nouveau président s'est gargarisé du terme de société civile pour caractériser les ministres de son gouvernement qui ne sont pas des transfuges du Parti socialiste ou des Républicains. Outre le ridicule du terme, car à part les militaires il n'y a forcément que des civils, il serait plus juste de dire qu'une partie d'entre eux sont étroitement liés au grand patronat.

C'est ainsi le cas de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. Ancienne directrice des ressources humaines du groupe Danone de 2008 à 2013, elle y a appliqué un plan de 900 suppressions d'emplois, dont 200 en France, et remis en question de nombreux droits sociaux. Elle était auparavant directrice générale adjointe du groupe Dassault systèmes, chargée des ressources humaines. Elle a aussi pointé au conseil d'administration de grands groupes, comme Orange et Aéroports de Paris.

Le chef de cabinet qu'elle

s'est choisi, Antoine Foucher, n'a rien à lui envier en matière de curriculum vitae. Ancien directeur des relations sociales à Schneider Electric, il avait été directeur général de ce que le Medef appelle son pôle social, et à ce titre le bras droit de Pierre Gattaz sur les dossiers de la pénibilité ou de l'assurance-chômage.

Du côté du ministère de la Santé, le tableau n'est guère différent. Agnès Buzyn, professeur d'hématologie et nouvelle ministre, a toujours été très proche des grands groupes pharmaceutiques, comme Novartis, pour lesquels elle

a travaillé en tant qu'expert. Elle avait combattu l'obligation faite aux experts, après le scandale du Médiateur, de déclarer tout lien d'intérêts avec les laboratoires, s'attirant de vifs reproches du docteur Irène Frachon qui s'était battue pour dénoncer au grand jour les méfaits du médicament. Son chef de cabinet, Gilles de Margerie, est du même registre. C'est un assureur, directeur général adjoint du groupe Humanis.

Dans son gouvernement, Emmanuel Macron a surtout réalisé un savant amalgame d'hommes et de femmes ayant servi le grand patronat, les uns dans les partis politiques, les autres à la direction d'entreprises. Et il voudrait faire croire que ce dosage sonne un renouveau de la vie politique !

Daniel Mescla

Mali : Macron chef de guerre

Pour son premier voyage hors d'Europe, le 19 mai, Macron avait choisi de se rendre à Gao, au Mali, base de l'intervention de 1 700 militaires français.

En compagnie de Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Armée du précédent gouvernement passé aux Affaires étrangères, Macron a rendu hommage à la décision « très courageuse » de François Hollande de s'être engagé, en janvier 2013, dans l'opération Serval, censée rétablir la paix et protéger la population du terrorisme. « Nous avons besoin de poursuivre

et d'accroître notre engagement » a annoncé Macron.

En réalité, cette présence militaire française n'a fait qu'accroître et étendre l'insécurité malgré l'élargissement, depuis août 2014, de l'opération, sous le nom de « Barkhane », à quatre autres pays : Burkina Faso, Mauritanie, Niger et Tchad. Si Macron a affirmé sa volonté de « protéger l'institution militaire », celle-ci protège le régime corrompu d'Ibrahim Boubacar Keïta, le président du Mali mis en place par la France dans la foulée de son intervention, contre lesquels des

travailleurs de plusieurs secteurs de la Fonction publique sont entrés en grève depuis le début de cette année.

Au-delà, ce qui est en jeu dans le souci d'assurer sans faille, d'un gouvernement à l'autre, la continuité des opérations militaires, c'est priorité donnée à la défense des intérêts des groupes capitalistes français, Areva et Bolloré en premier lieu, présents en Afrique de l'Ouest, dans un pays où la majeure partie de la population est maintenue dans la misère.

Jean Sanday



Publicité : Hulot lave plus vert

Le grand coup de communication dans la formation du gouvernement a été la nomination de Nicolas Hulot à la tête d'un ministère de la Transition écologique avec, cerise bio sur le gâteau de tofu, le rang de ministre d'État.

Hulot, écologiste officiel de trois présidents de la République, caution verte de tous les capitalistes qui veulent bien lui signer un chèque, perpétuel conseiller de conférences sans conséquences, a donc déçu tous ses amis pour n'en satisfaire qu'un seul, Macron. Ayant échoué à être le candidat des Verts à la présidentielle de 2012, ayant renoncé à se lancer lui-même dans celle de 2017, l'ambitieux sans en avoir l'air a fini par accepter le lot de consolation.

Mélenchon, qui n'avait pas réussi à l'attirer de son côté, pronostique que le nouveau ministre ne tiendra pas six mois à son poste, l'écologie étant incompatible avec les positions prises par Macron et son Premier ministre Philippe. L'écologie, peut-être, mais

pas Hulot, qui a réussi à prôner la frugalité aux côtés de L'Oréal, champion des cosmétiques, les économies d'énergie avec Bouygues, roi des bétonneurs, l'avenir maîtrisé avec EDF, saint patron des centrales nucléaires. On verra donc encore Hulot murmurer à l'oreille d'un pape et consoler un ours blanc, ou le contraire, si besoin est. Et cela sera encore à la une de tous les journaux télévisés, sans que jamais cela change quoi que ce soit à quelque problème que ce soit.

La seule difficulté pour lui sera le changement d'emballage. Après avoir passé quarante ans à vendre exclusivement du Hulot, il va falloir qu'il vende maintenant aussi du Macron. On reste toutefois dans la même gamme de produits.

Paul Galois



Syndicats : une urgence, préparer la mobilisation

Alors qu'une série de rencontres est prévue entre Emmanuel Macron et les organisations syndicales, puis entre celles-ci et des membres du gouvernement, pour discuter de la réforme du Code du travail, les directions syndicales font mine de croire qu'il pourrait sortir quelque chose de bon pour les travailleurs d'un tel dialogue.

C'est d'autant plus ridicule que pendant toute sa campagne électorale Emmanuel Macron a affirmé sa volonté de casser le Code du travail, ce qu'il appelle « donner plus de liberté aux entreprises », et d'avancer le plus vite possible dans cette voie. Après son élection, il a confirmé que ce serait un de ses premiers chantiers, dans les mois qui viennent, au besoin en agissant par ordonnances pour couper à la discussion au Parlement.

Pour la CFDT, une telle attitude est pour ainsi dire une seconde nature. Laurent Berger, son secrétaire général, interviewé à BFMTV, a déclaré, après

avoir couvert de louanges la nouvelle ministre du Travail, qu'il était prêt à l'élargissement du champ des accords d'entreprise, à certaines conditions bien sûr. Autant dire qu'il serait prêt à signer une aggravation générale de la situation pour les travailleurs en échange de quelques miettes donnant le change, comme il l'avait fait pour la réforme des retraites. Il a d'ailleurs ajouté : « De toute façon, le gouvernement va nous l'imposer, c'est le programme. »

Le dirigeant de FO, Jean-Claude Mailly, est à peu de chose près sur la même ligne. « De ce que j'ai pu

entendre et lire, le message qu'envoie l'exécutif est que, sur le Code du travail, il y a des marges de manœuvre, de vraies marges de discussion. Si c'est le cas, Force ouvrière est prête à discuter », affirmait-il au journal *les Échos* lundi 22 mai. Et derrière ces paroles pointait l'envie de ravir à la CFDT sa place d'interlocuteur privilégié du gouvernement : « Le conseil que je donne au gouvernement c'est : ayez des relations équilibrées avec les principales organisations syndicales, n'ayez pas d'interlocuteur privilégié, ça finit toujours mal. »

Quant à la CGT, l'interview de son dirigeant Philippe Martinez dans le *Journal du dimanche* du 21 mai pourrait se résumer à ces mots : « Il faut prendre le temps de discuter », rejetant la procédure par ordonnances que prévoit Macron. Certes, à la différence des autres dirigeants



syndicaux, Martinez déclare : « Notre but n'est pas de convaincre le gouvernement, mais les salariés. » Il repousse les propositions gouvernementales permettant de déroger toujours davantage au Code du travail et de restreindre les droits des salariés. Mais pourquoi alors ne pas dire que les travailleurs vont devoir descendre massivement dans la rue pour empêcher de nouveaux reculs ? Pourquoi ne pas fixer dès maintenant les étapes de cette mobilisation ?

C'est cela l'urgence, face à un président et à un gouvernement qui proclament

à tout vent qu'ils vont avancer comme des bulldozers dès que les élections législatives seront terminées. Les travailleurs n'ont rien à attendre des discussions autour d'un tapis vert, qu'elles soient réduites au minimum comme le souhaite le gouvernement ou qu'elles traînent en longueur selon le souhait des syndicats. Ils doivent se préparer à une mobilisation massive, dans les entreprises et dans la rue, contre les attaques qui ne vont pas tarder à pleuvoir, et pour cela il n'y a pas de temps à perdre.

Daniel Mescla

Aux Transports : nouvelle ministre et ex-patronne de la RATP

Pour jouer la comédie du renouveau, Emmanuel Macron fait entrer des têtes nouvelles au gouvernement, dont celle de la patronne de la RATP. Une illustration de ce que Macron entend par « ouverture à la société civile ».

Si elle est inconnue du grand public, Elizabeth Borne a déjà derrière elle trente ans de carrière au service du patronat : tour à tour conseillère auprès de Jack Lang puis de Lionel Jospin, directrice de la stratégie à la SNCF, directrice chez Eiffage, directrice de l'urbanisme à la mairie de Paris, préfète de Poitou-Charentes, PDG de la RATP, etc. Une carrière en essuie-glace entre le public et le privé qui n'a rien d'exceptionnel car, aussi bien dans les sommets de l'État que dans ceux des grandes entreprises, on trouve un tel personnel dirigeant, totalement dressé à la défense des intérêts de la bourgeoisie.

Pendant son court séjour à la tête de la RATP, Borne a poursuivi en l'aggravant la politique de ses prédécesseurs. Les salaires sont quasiment bloqués depuis des années. Dans le secteur des bus, dont l'ouverture à la concurrence est prévue en 2024, les agents sont soumis à une pression permanente. On ne compte plus les révocations pour infraction à un règlement de plus

en plus strict. Les contrôles à domicile des malades sont de plus en plus fréquents. Si une feuille d'arrêt maladie est envoyée un jour trop tard, l'agent est convoqué. Des brigades de surveillance du personnel fournissent à la direction de multiples prétextes à sanction : du passage au feu

orange à l'écart de langage.

À la maintenance aussi, la productivité est devenue le maître mot. Les effectifs baissent, malgré une masse de travail en hausse. Pour l'entretien des métros, le travail en 2x8 et le travail de nuit ont été mis en place, afin d'en faire plus avec le même matériel. Des activités qui avaient été soustraites, comme une partie de la maintenance des distributeurs de tickets ou des escaliers mécaniques, ont été reprises par la RATP,

sans que celle-ci embauche en conséquence. C'est même l'inverse : un départ à la retraite sur deux n'est pas remplacé.

Tout cela n'empêche pas la plupart des dirigeants syndicaux de cette entreprise de dresser un portrait louangeur de leur ex-patronne. La CGT n'est pas en reste. Dans son communiqué de presse, elle regrette le départ de « cette femme de dialogue qui aura su maintenir une certaine qualité dans les relations sociales ».

Ce communiqué paraissait deux jours avant la comparution pour révocation d'un conducteur de métro, militant CGT, devant le conseil de discipline !

Heureusement, cette opinion n'est pas celle de bien des militants, qui pensent que la tâche du jour est de se préparer au combat face à un gouvernement qui affiche sa volonté de s'en prendre violemment au monde du travail.

Correspondant LO

Éducation : un ministre rodé... aux suppressions de postes

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, n'a rien d'un petit nouveau, et ni son programme ni son passé n'augurent rien de bon.

Côté passé, avant de se retrouver directeur de l'Essec, une grande école de commerce privée, il a été plusieurs fois recteur, en Guyane en 2004 et dans l'académie de Créteil en 2007. Puis il est devenu le directeur général de l'enseignement secondaire, c'est-à-dire l'adjoint de Chatel, ministre de Sarkozy de 2009 à 2012. Il a donc participé à la suppression

de 80 000 postes entre 2007 et 2012, en particulier dans l'école primaire.

Côté programme, il plaide pour l'autonomie des établissements, avec des chefs d'établissement managers, qui recruteraient des enseignants sur profil et les évalueraient, tout en se défendant de chercher à leur imposer une caporalisation. Cette autonomie serait aussi la

meilleure façon de laisser les établissements se débrouiller avec leur budget et leurs problèmes. Ce serait un degré de plus dans la volonté de traiter l'école comme une entreprise, avec ses critères de rentabilité, de compétitivité et de résultats, avec en fin de compte la détérioration du système scolaire dans les villes ou les secteurs les plus défavorisés.

Cela n'empêche pas de faire des discours sur les possibilités de réussite pour les enfants des milieux populaires, sur

la priorité à l'école maternelle et la division par deux des effectifs des classes dans les zones prioritaires, comme le fait Macron, qui annonce en même temps la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires.

Le nouveau ministre se présente donc comme ayant du métier pour adapter l'école à l'économie, c'est-à-dire aux volontés du patronat, aux dépens des enseignants, des élèves et de leurs parents.

Sylvie Maréchal

Législatives : 553 candidats de Lutte ouvrière

Pour les élections législatives des 11 et 18 juin, Lutte ouvrière présente 553 candidats : 539 dans les circonscriptions de métropole ; 6 à l'île de La Réunion ; et, avec Combat ouvrier, 4 en Martinique et 4 en Guadeloupe.

Il s'agit de 277 femmes et de 276 hommes. Ouvriers, employés, techniciens, enseignants, postiers, personnels hospitaliers, cheminots : tous les candidats de Lutte ouvrière, titulaires et suppléants, appartiennent au monde du travail. Ils se présentent pour en défendre les intérêts. Nathalie Arthaud est candidate dans la 6^e circonscription de Seine-Saint-Denis (Pantin-Aubervilliers).

Les électeurs qui ont voté pour elle à l'élection présidentielle pourront ainsi prolonger leur geste partout dans le pays. Celles

et ceux qui, sans voter pour elle, s'étaient retrouvés dans sa campagne, pourront exprimer leur adhésion aux objectifs qu'elle a défendus : interdire les licenciements et répartir le travail entre tous sans perte de salaire ; augmenter les salaires et les pensions ; contrôler les comptes des entreprises ; réserver l'argent public aux services publics.

Le nouveau président s'apprête à attaquer le monde du travail. Il a nommé un gouvernement de combat pour démanteler le Code du travail à marche

forcée. Il faut que, dans ces élections législatives, les travailleurs disent qu'ils refuseront cette politique propatronale. Il faut aussi que s'exprime une opposition résolue à la démagogie anti-immigrés du Front national.

C'est le sens de la campagne de Lutte ouvrière. Voter pour nos candidats, ce sera pour les travailleurs affirmer clairement leur conscience d'avoir à se battre pour défendre leurs intérêts de classe. Ce sera ainsi une façon de se préparer aux indispensables luttes qu'il faudra mener.



Sur le site lutte-ouvriere.org/legislatives

nos lecteurs trouveront la liste intégrale de nos candidats et suppléants, répartis par départements et circonscriptions, ainsi que leur profession de foi, des vidéos, un dépliant électoral, et un agenda de campagne.

De GM&S à Whirlpool : interdire les licenciements !

Lundi 22 mai, les travailleurs de Tati étaient appelés à faire grève et à se rendre au ministère du Travail pour manifester. Comme ceux de GM&S, Kindy, MIM, William Saurin ou Whirlpool, ils sont victimes d'un plan social qui menace leurs emplois. Les uns comme les autres espèrent trouver un repreneur qui en maintiendra le plus possible.

Chez GM&S, les deux principaux donneurs d'ordres, les constructeurs automobiles Renault et PSA, dont l'État est actionnaire, ont accepté d'augmenter le montant de leurs commandes, mais dans des proportions différentes. Il faudrait encore que PSA rajoute 11 millions pour que le volume de commandes puisse garantir le maintien de tous les emplois. Et, de toute façon, il faut aussi trouver un repreneur pour ce sous-traitant.

Chez William Saurin, Bercy et la banque Rothschild se sont chargés d'organiser la reprise. Les marques phares, William Saurin et Garbit, représentant un millier de salariés, ont été séparées du reste. Quatre repreneurs sont sur les rangs, dont la Cecab qui contrôle la marque D'Aucy. Les marques de charcuterie Madrange, Paul Prédault et Montagne noire, 1 600 salariés, sont déjà entre les mains de Cooperl. Enfin, les pâtes Louison pourrait tomber dans la marmite de Lustucru (groupe Pastacorp). Certains repreneurs déclarant déjà que cette entreprise « n'était pas très bien gérée et les usines vieillottes », on peut se demander combien d'emplois, au bout du compte, seront

sauvegardés sur les 2 900 du groupe.

Le groupe MIM, lui, a été mis en liquidation le 26 avril, ce qui a envoyé au chômage 800 personnes. 71 des 233 boutiques ont été reprises par le groupe Etam, soit 273 salariés. Une poignée de salariés de MIM tentent de mettre sur pied une coopérative qui reprendrait 110 boutiques et une partie du stock, ce qui exige une somme de 10 millions d'euros. Le dossier est maintenant sur le bureau de Bruno Le Maire, qui donnera le feu vert, ou pas.

Cependant, si des emplois sont finalement préservés, c'est d'abord parce que les travailleurs entrent en lutte contre leur patron, obligeant ensuite collectivités locales et pouvoirs publics à chercher une solution, même incomplète. Mais le problème se repose chaque fois, dans une situation où les patrons vendent et revendent les entreprises au gré de leurs calculs, au mépris total des gens qui y travaillent.

Alors, l'intérêt de l'ensemble des travailleurs, de ceux qui sont menacés aujourd'hui comme de tous ceux qui risquent de l'être demain, est d'imposer l'interdiction pure et simple des licenciements, a fortiori dans les entreprises qui font des profits, comme dans le cas du groupe Eram dont dépend Tati.

Il faut que, quels que

soient les calculs et les combines du patronat, tous les emplois soient maintenus et les salaires avec. Ce serait la moindre des choses, dans un pays aussi riche que la France, où le grand patronat fait des dizaines de milliards de profits. Voilà qui serait vraiment du nouveau !

Jacques Fontenoy



Lisez Lutte de classe, revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 184 (mai-juin 2017) :

- Après l'élection présidentielle, opération de ravalement pour une république bourgeoise décatie
 - Circulaire des candidats de Lutte ouvrière aux élections législatives
 - Front national : des progrès lourds de menaces pour tout le mouvement ouvrier
 - Mélenchon, insoumis aux intérêts des travailleurs
 - La police, une arme de classe contre les travailleurs
 - Grande-Bretagne : 8 juin, un scrutin sous le signe de l'union nationale
 - Algérie : au lendemain des élections législatives
 - Annexes : – Discours de Nathalie Arthaud au meeting de Lille (19 avril)
 - Déclaration au soir du premier tour de l'élection présidentielle
- Prix : 2,50 euros –
Envoi contre cinq timbres à 0,73 euro.

Réunions publiques

- **Samedi 27 mai**
- **Moulins** : 18 h
- – Maison des Associations
- **Fourmies** : 15 h
- – Jeanne III
- **Dimanche 28 mai**
- **Nevers** : 10 h
- – Salle des Éduens
- **Lundi 29 mai**
- **Frouard (près de Nancy)** : 18 h – Mairie
- **Mardi 30 mai**
- **Givors** : 18 h – Salle, rue Malik-Oussekine
- **Les Clayes-sous-Bois** : 19 h – Salle, sente Maurice-Martin
- **Nogent-le-Rotrou** : 19 h
- – Salle Simone Signoret
- **Mercredi 31 mai**
- **Vernon** : 18 h
- – Villa Castelli, 12 rue Saint-Lazare
- **Noisy-le Grand** : 18 h
- – Salle Jean Moulin, 13 rue Émile-Cossoneau
- **Romans** : 18 h – Maison des Syndicats, rue du Puy
- **Grande-Synthe** : 18 h
- – Salle de l'Atrium, place du Marché
- **Crépy-en-Valois** : 18 h
- – 1, place Jean-Philippe-Rameau
- **Villefranche-sur-Saône** : 18 h
- – Espace Bardondière
- **Fougères** : 18 h 30
- – Maison des Associations, 9 rue des Frères-Deveria
- **Villeurbanne** : 18 h 30
- – Maison Berty Albrecht, 14, place Grandclément
- **Moissy-Cramayel** : 19 h
- – Hangar de Lugny, rue des Étangs
- **Vénissieux** : 19 h
- – Maison du Peuple, 8, boulevard Laurent-Gerin
- **Orléans** : 20 h – Salle, rue des Chats-Ferrés
- **Vendredi 2 juin**
- **Bourgoin-Jallieu** : 19 h
- – Salle Linné, Centre commercial Champs-Fleuri

Disputes au FN : plusieurs flacons, un même poison

« Crise d'identité », « guerre de tranchée », « avis de gros temps sur le FN » : les quotidiens relatent les soubresauts qui agitent le Front national, fort de son succès électoral mais frustré de la présidence de la République.

Les dissensions concernent la façon dont Marine Le Pen a mené sa campagne. Elle a elle-même déclaré que son débat face à Macron avait été raté et qu'il aurait fallu donner une moindre place à l'euro.

De son côté, Florian Philippot, vice-président du FN, a fait savoir qu'il partirait si son parti renonçait à la sortie de l'euro. Il a en même temps consolidé ses réseaux en les regroupant sous l'appellation Les patriotes, dont les candidats

se présentent sous l'étiquette FN.

Malheureusement, les dissensions à l'intérieur du FN ne signifient pas un recul des idées racistes et xénophobes sur lesquelles il s'est appuyé et que ses résultats électoraux ont encore renforcées. Le regroupement autour de Jean-Marie Le Pen est le canal historique, par lequel remontent des effluves de la dictature de Pétain et de l'OAS de la guerre d'Algérie, mais il serait hasardeux

de considérer que le danger vient uniquement de là. Quand Marine Le Pen déclare s'orienter vers « une structure encore plus rassembleuse, encore plus performante pour accéder au pouvoir », elle ne renonce pas à ses propos anti-immigrés, pas plus que Philippot, qui s'est prononcé pour la suppression du droit d'asile et pour faire payer la scolarité des enfants de migrants.

Il existe des militants d'extrême droite qui, à la faveur d'une nouvelle aggravation de la crise du capitalisme, sont prêts à utiliser des méthodes musclées, sans doute d'abord en se faisant la main contre

des travailleurs immigrés. Certains sont adhérents au Front national, d'autres sont sur les marges ou en dehors.

Si les idées racistes, xénophobes, contre les « assistés », constituent la marque de fabrique du FN, il n'en a pas le monopole. Christian Estrosi, présenté comme un rempart contre le FN, est lui aussi capable de dénoncer des « cinquièmes colonnes islamistes » dans les banlieues. La gauche elle-même ne sait défendre que les valeurs de « la France », ce qui revient à accepter la domination des patrons « français » sur les travailleurs et à se placer sur le même terrain que la

droite et l'extrême droite. Philippot a ainsi pu souligner la proximité que Mélenchon peut avoir avec lui quand il s'oppose à l'entrée en France des travailleurs détachés.

Le Front national et Marine Le Pen prétendent à leurs heures être les défenseurs des couches populaires, mais ils représentent un danger pour tous les travailleurs, français ou non. Ceux-ci ne pourront s'en défendre qu'autour d'une véritable solidarité de classe et des idées qui en sont inséparables, les idées communistes et internationalistes.

Jean Sanday

Mélenchon : être fort, mais dans quel but ?

Le 21 mai, Jean-Luc Mélenchon était l'invité de l'émission *Dimanche en politique*, sur France 3. Interrogé sur ses intentions de mobiliser les travailleurs en cas de nouvelles attaques contre le Code du travail, il a répondu qu'il espérait que ce ne serait pas nécessaire.

En effet, selon Mélenchon, il suffirait de bien voter aux élections législatives – entendez : pour les candidats de la France insoumise – afin qu'une majorité parlementaire fasse échec aux plans du gouvernement. « Si nous sommes assez forts, nous sommes capables d'entraîner ce qu'il reste du PS et faire une majorité à l'Assemblée », a-t-il aussi déclaré.

En quoi cette majorité pourrait-elle changer quoi que ce soit à l'application des lois, alors que Macron a déjà annoncé que le gouvernement imposerait ses

mesures antiouvrières par ordonnances ? En outre, sans remonter loin dans le passé, la mandature de Hollande a largement montré que, même lorsque le Parlement avait une majorité dite de gauche, cela n'avait pas été un frein aux attaques du patronat contre les travailleurs.

Mais le problème de Mélenchon n'est pas tant le vote de bonnes ou de mauvaises lois que son avenir personnel. S'appuyant sur son bon résultat à l'élection présidentielle face à celui du PS, il se voit déjà en leader incontesté d'une



Manifestation contre la loi travail.

nouvelle gauche, capable de faire le balancier avec la droite dans le jeu traditionnel de l'alternance politique, même si les acteurs ont changé.

Dans cette comptabilité mesquine du nombre de députés élus, les préoccupations de l'ensemble des travailleurs, emploi, salaire, logement, santé, éducation, sont bien oubliées.

Marianne Lamiral

Valise diplomatique : pour 385 000 euros

Lundi 22 mai a commencé à Paris le procès de l'ex-ambassadeur de France Boris Boillon. Le prévenu avait été arrêté en 2013, gare du Nord, porteur d'une valise contenant 385 000 euros en billets de banque qu'il comptait faire passer en Belgique.

Outre le fait qu'il est interdit de transférer de telles sommes en liquide sans en référer à l'administration, depuis, les juges se demandent d'où vient cet argent.

Boris Boillon a été ambassadeur en Irak puis en Tunisie, nommé par l'administration Sarkozy. Comme tout diplomate, sa mission essentielle consistait à favoriser, voire à négocier les affaires des capitalistes français. Il a donc acquis une certaine

dextérité dans la culture des relations d'affaires et la pratique du graissage de patte. Mais alors, pourquoi ne pas faire fructifier ses relations pour son propre compte ? Boillon a démissionné du corps diplomatique pour se lancer dans les affaires et il est devenu consultant, exerçant naturellement dans les mêmes régions et avec les mêmes personnes que lorsqu'il était ambassadeur.

Les billets de banque retrouvés viendraient,

d'après ses dires, de commissions touchées lors de transactions tout à fait honnêtes, mais en liquide, faute d'un système bancaire performant en Irak. On verra où les juges fixeront, cette fois-ci, les limites de l'honnêteté commerciale, voire s'ils découvriront que Boillon jouait aussi un autre jeu, par exemple en transportant du cash depuis la Libye jusqu'aux caisses de campagne de Sarkozy.

Quant au fait qu'un haut fonctionnaire fasse en petit et à son profit ce que l'État et la classe capitaliste font en grand, c'est une loi de la nature, ni condamnable, ni amendable, ni surprenante.

Paul Galois

Tapie : le temps c'est de l'argent

Le feuilleton judiciaire qui oppose Tapie et le Crédit lyonnais vient de connaître un nouveau rebondissement. Tapie devra rembourser à l'État les 405 millions d'euros obtenus en 2008 dans un arbitrage rendu en sa faveur.

Tapie reprochait au Crédit lyonnais de l'avoir mal conseillé dans la vente de sa société Adidas et, comme les dettes de la banque, le fameux trou du Crédit lyonnais, avaient été prises en charge par un organisme public, Tapie avait réclamé réparation auprès de l'État.

Tapie a fait sa fortune comme homme d'affaires spécialisé dans le rachat d'entreprises en difficulté, qu'il redressait à coups de licenciements avant de les revendre au prix fort. C'est ainsi qu'il avait procédé avec Adidas. Ses belles qualités de petit requin lui avaient valu de devenir un chouchou de Mitterrand, qui en avait fait son ministre de la Ville, représentant avant l'heure cette société civile tant vantée aujourd'hui. Puis Tapie était devenu un soutien actif de Sarkozy aux élections présidentielles de 2007 et 2012. Et celui-ci sut

renvoyer l'ascenseur dans l'affaire qui l'opposait au Crédit lyonnais.

C'est ainsi que la ministre de l'Économie de Sarkozy, Christine Lagarde, accepta en 2008 que l'État paie 405 millions d'euros à Tapie, dont 45 pour préjudice moral.

Mais en février 2015, la gauche étant revenue aux affaires, l'arbitrage était annulé et des poursuites engagées contre Lagarde. Celle-ci fut condamnée en décembre 2016 pour négligence, mais dispensée de peine, les juges évoquant sa personnalité et sa réputation internationale.

Aujourd'hui, Tapie affirme être incapable de rembourser les 405 millions. Prévoyant, il a pris toutes les précautions pour se rendre aussi insolvable que possible, et on peut imaginer sans mal qu'il trouvera les conseils d'avocats spécialisés pour continuer à faire traîner les choses, dans une affaire qui dure depuis déjà plus de vingt ans. Et puis, a-t-on jamais vu un patron restituer l'argent versé généreusement par l'État ?

Cédric Duval





Fête de Lutte Ouvrière

Samedi 3, dimanche 4, lundi 5 juin à Presles - Val-d'Oise

Dans à peine une semaine, les 3, 4 et 5 juin, dans le parc boisé de Presles, ce sera la Fête de Lutte ouvrière. Ce seront trois jours intenses et précieux.

Intenses, parce qu'on aura mille occasions de faire ce qu'on aime, depuis les discussions sur l'actualité ou sur la société qu'il faudra construire, débarrassée de l'exploitation et du profit-roi, jusqu'aux simples bavardages amicaux autour d'un thé à la menthe ou d'une profiterole. On pourra aussi bien discuter avec des candidats de notre campagne aux élections législatives, qu'en savoir plus sur les perturbateurs endocriniens ou la grande grève de la métallurgie en 1922 au Havre. On pourra lire et écouter de la musique, danser, chanter, et faire toutes sortes de rencontres. On pourra aussi, tout bonnement, se reposer dans les sous-bois.

Ces trois jours sont précieux, on peut y parler avec tout un chacun, connu ou inconnu. Certains parlent de petit avant-goût d'un grand idéal et c'est assez vrai...



Autour de la Révolution russe de 1917

En ce centenaire de la Révolution russe, l'immense majorité des commémorations sont le fait de ses adversaires. Lutte ouvrière, elle, s'en revendique. Et l'illustre, avec exposés-débats, films, expositions.

Les enfants sont rois

Une « carte orange » réservée aux enfants donne accès librement à de nombreux jeux.

- La halte-garderie pour les bébés, au-dessus de trois mois.
- La Cité des Jeunes : à partir de 3 ans : déguisement, marionnettes, bricolage, modelage, peinture...

Au Village médiéval

- Deux pièces de théâtre : *Le vilain mire*, fabliau du 13^e siècle et *Le procès de Blaise de Mauvers*, une comédie sur les croisades
- Des lectures de poèmes, une causerie sur la légende du roi Arthur par William Blanc, médiéviste.
- Un spectacle de feu et de lumière : les voleurs de feu
- Et bien sûr des artisans : forge, calligraphie, vannerie, travail du bois, l'hygiène et les soins du corps, les artisans domestiques autour du fil et le four à pain de Dame Cornélie

L'Arboretum

110 espèces différentes d'arbres du monde entier
Cinq promenades de 50 minutes, commentées et gratuites (réserver sa visite au pavillon) : L'arbre, quel être étonnant ! • Les arbres voyageurs • L'arbre sensuel • L'arbre et les poètes • 10 arbres, 10 histoires.
Débat avec Francis Hallé, botaniste, lundi à 13h30 : Un arbre tout neuf



Expo photo

« On se fait entendre »

L'année sociale en photos, exposition de Serge D'Ignazio

Rencontre-débat avec le photographe :
samedi 18 h
dimanche 12 h
lundi 14 h
(stand 25)



Dimanche
et lundi
à 15 heures
Meeting
avec
Nathalie
Arthaud

Grand Podium

SAMEDI

La Canaille : rap engagé, rap indigné
Les Goguettes : Trio à 4 qui chante l'actualité politique avec humour
Cumbia Ya! : Cumbia colombienne endiablée

DIMANCHE

Michèle Bernard : récital tendre à l'accordéon
Volo : chansons françaises
Audrey Vernon : *Comment épouser un milliardaire ?*
Bonga : chansons du Cap-Vert et d'Angola

LUNDI

Compagnie Jolie Môme : *À contre courant*, chansons contestataires théâtralisées
The Moonlight Swampers : rock

Théâtre de Verdure

SAMEDI

14h30 - D.Rago, chanteur ouvrier
16h30 - *Le rendez-vous du 18 mars* par les Amies et Amis de la Commune 1871
18h15 - Jef Sicard quintet, le jazz en créole, sauce piment
21h15 - Haboboo, electro folk iranien

DIMANCHE

11h - *Opera al dente*, opéra déjanté par les Moyens du Bord
13h30 - Ensemble Play'add, musiques à travers les mondes
16h30 - Céline Caussimon, chansons réalistes
19h - *La Mordue*, chansons humanistes
21h30 - The Moonlight

Swampers, reprises rock

LUNDI

11h45 - *Ça Denote*, variétés au piano
13h30 - *Opéra al dente*, opéra déjanté par les Moyens du Bord
16h30 - BB Clan, rock celtique
18h - *Blues Non Stop*, blues

Cinémas

Films

Moi, Daniel Blake, de Ken Loach • *La fille de Brest*, d'Emmanuelle Bercot • *Chocolat*, de Roschdy Zem • *Ma vie de Courgette*, de Claude Barras • *Reds*, de Warren Beatty • *Le ruisseau, le pré vert et le doux visage*, de Yousry Nasrallah • *Le premier maître*, de Andreï Kontchalovski • *La grève, Le cuirassé Potemkine, Octobre*, trois films de

Sergueï Eisenstein • *Moia Babouchka* (Ma grand-mère) de Konstantin Mikaberidze • *Diamond island* de Davy Chou • *La mère* de Vsevolod Poudovkine.

Documentaires

Il était une forêt, de Luc Jacquet • *Les balles du 14 juillet 1953*, de Daniel Kupferstein • *20 000 moudjiks sans importance*, de Patrick Le Gall • *La mécanique*

des flux, de Nathalie Loubeyre • *Swagger*, d'Olivier Babinet • *L'épopée des gueules noires* de Hugues Nancy et Fabien Beziat • *Afrique 50* de René Vautier • *On vient pour la visite* de Lucie Tourette

Cinéma en plein air

Dans la nuit du dimanche au lundi, si le temps le permet, deux films sous les étoiles

Les cinq librairies

La librairie du château • la Cité du roman • la librairie de la Cité des sciences
• la librairie des livres d'occasion : Sous les pavés, les pages
• la librairie de la Cité politique : toutes les publications de Lutte ouvrière

Cité des Arts

L'art sous toutes ses formes de façon abordable et ludique, avec conférences et ateliers :

La Renaissance et la perspective • Initiation à l'aquarelle • L'écriture arabe, atelier de calligraphie • L'art de la préhistoire • Réalisez une sculpture avec du fil de fer • Les artistes et la Révolution russe • Qu'y a-t-il à l'intérieur d'un violon • La mosaïque du temps d'Haussmann • Apprendre à danser le Dabkeh • *La paix qui dépasse l'entendement*, pièce de John Reed sur le traité de Versailles de 1919 • Invitation à la musique baroque • Le théâtre de masque • Initiation à la Zumba...

Expositions

Le droit des femmes et le mouvement ouvrier • Marx et Engels • les interventions françaises en Afrique • la situation en Syrie • Trotsky • la longue lutte des Noirs américains • les migrants refoulés par la forteresse Europe • quand la CGT était révolutionnaire • la Révolution en Russie • la vague révolutionnaire en Europe • Haïti • l'insurrection malgache de 1947 • esclavage et capitalisme • Belgique : attaques patronales et show sécuritaire

Tous les stands

La Fête sera
le samedi de 11 heures
puis sans interruption
du dimanche matin 9 h

Place de l'Églantine

- 1 Badges avenue
- 2 Cartes postales
- 3 Kiosque à musique
- 4 Sous les pavés... les pages (bouquiniste)
- 5 Le ballon de la Fête

Allée de la Diane

- 6 Mini golf
- 7 Bowling
- 8 Tir à plomb (chantiers navals Saint-Nazaire)
- 9 Tir à l'arc
- 10 Les mots fléchés
- 11 Halle aux jeux
- 12 The Spark (USA)
- 13 Old West Diner
- 14 Orienthé-vous (Allier)
- 15 Podium Broadway Music Hall

Place du Grand Podium

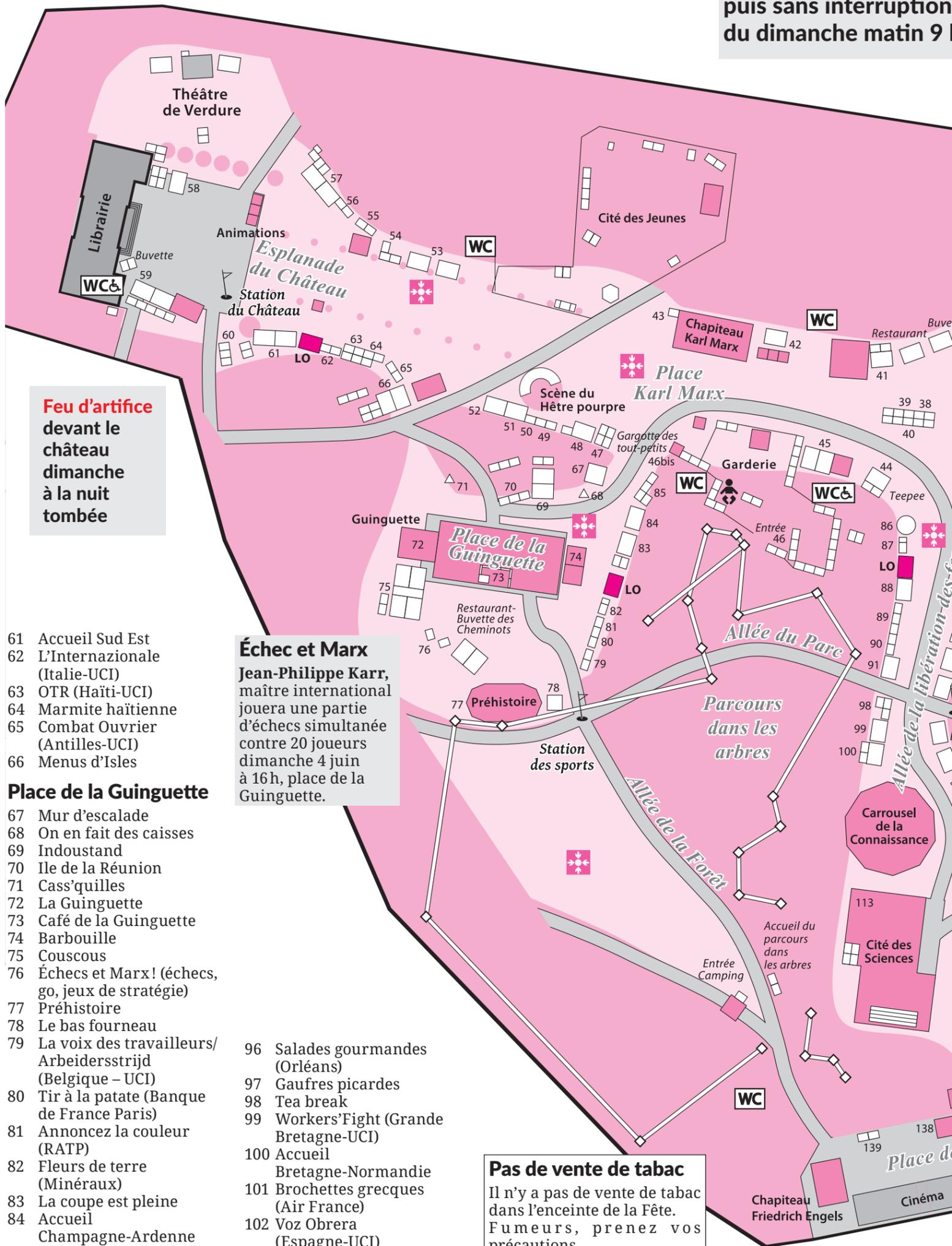
- 16 Le serpent à lumière
- 17 Accueil Nord
- 18 Chorba, thé, gâteaux (PSA Poissy Saint-Ouen)
- 19 Aux moules-frites
- 20 Disques
- 21 Le manège enfantin
- 22 Starwarbalètes
- 23 La mare aux canards
- 24 Marionnettes
- 25 Expo photos de Serge D'Ignazio
- 26 À vos pincesaux! (Lorraine)
- 27 Quiches et tartes lorraines
- 28 Brasserie - Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne-UCI)
- 29 Accueil Est
- 30 Accueil Bourgogne
- 31 La fondue
- 32 Halle aux jeux du cèdre
- 33 Salad' and cheese truck
- 34 Barbe à papa
- 35 Jus de fruits - milkshakes
- 36 Escargots
- 37 Crêpes canadiennes
- 38 Bonbons (Hôpital Angers)
- 39 Harengs de la Baltique
- 40 Fraternité à la menthe (Nantes)
- 41 Flammekueche (Strasbourg - Punch)

Place Karl Marx

- 42 Gaufres de Liège
- 43 Dédicaces
- 44 Au partage des profruits
- 45 La Dolina (Solystic Bagneux)
- 46 Accueil des tout-petits
- 46 bis Gargote des tout-petits
- 47 Seiche and'ouillette
- 48 Brin de fantaisie
- 49 Lutte ouvrière Hôpitaux
- 50 Lutte ouvrière Renault
- 51 Accueil Le Mans, Chartres
- 52 Sardines grillées

Esplanade du château

- 53 Maffé
- 54 UATCI (Afrique - UCI)
- 55 Animations
- 56 Sinif Mücadelesi (Turquie - UCI)
- 57 Café turc
- 58 P'tit déjeuner du port (Breakfast)
- 59 Pizza, aioli
- 60 Soupe aux choux



Feu d'artifice
devant le
château
dimanche
à la nuit
tombée

Échec et Marx
Jean-Philippe Karr,
maître international
jouera une partie
d'échecs simultanée
contre 20 joueurs
dimanche 4 juin
à 16h, place de la
Guinguette.

- 61 Accueil Sud Est
- 62 L'Internazionale (Italie-UCI)
- 63 OTR (Haïti-UCI)
- 64 Marmite haïtienne
- 65 Combat Ouvrier (Antilles-UCI)
- 66 Menus d'Isles

Place de la Guinguette

- 67 Mur d'escalade
- 68 On en fait des caisses
- 69 Indoustand
- 70 Ile de la Réunion
- 71 Cass'quilles
- 72 La Guinguette
- 73 Café de la Guinguette
- 74 Barbouille
- 75 Couscous
- 76 Échecs et Marx! (échecs, go, jeux de stratégie)
- 77 Préhistoire
- 78 Le bas fourneau
- 79 La voix des travailleurs/ Arbeidersstrijd (Belgique - UCI)
- 80 Tir à la patate (Banque de France Paris)
- 81 Annoncez la couleur (RATP)
- 82 Fleurs de terre (Minéraux)
- 83 La coupe est pleine
- 84 Accueil Champagne-Ardenne
- 85 Ici... on bulle

Allée de la libération des femmes

- 86 Tipi
- 87 Fléchettes
- 88 Accueil Centre (Orléans-Montargis-Bourges-Vierzon-Nevers-Limoges)
- 89 Jambon du Morvan
- 90 Le monde à la carte
- 91 Accueil Tours - Angers - Poitiers-Cholet
- 92 Dolce Vita
- 93 Déco. LO (CHU Rouen)
- 94 Café Pâtisserie «le grain de folie» (Limoges)
- 95 Le frondeur du Poitou (Fonderies du Poitou)

- 96 Salades gourmandes (Orléans)
- 97 Gaufres picardes
- 98 Tea break
- 99 Workers'Fight (Grande Bretagne-UCI)
- 100 Accueil Bretagne-Normandie
- 101 Brochettes grecques (Air France)
- 102 Voz Obrera (Espagne-UCI)
- 103 Puce Rouge

Esplanade des Sciences

- 104 Express café
- 105 Charlottes
- 106 Billard (La Poste Paris)
- 107 Bowling (La Poste Paris 14)
- 108 Le temps des fraises (Services Financiers de La Poste Paris Île-de-France)
- 109 Karaoké (Creil)
- 110 Confit social
- 111 Brick à l'œuf
- 112 Accueil Bordeaux-Angoulême - Perpignan-Toulouse
- 113 Cafétéria du chapiteau scientifique

Pas de vente de tabac

Il n'y a pas de vente de tabac dans l'enceinte de la Fête. Fumeurs, prenez vos précautions.

Cité politique

- 114 Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)
- 115 Fraction l'Étincelle
- 116 EEK (Parti Ouvrier Révolutionnaire - Grèce)
- 118 Cahiers du mouvement ouvrier
- 119 Groupe marxiste internationaliste
- 120 Ligue pour la Quatrième internationale
- 121 Mouvement communiste
- 122 Gauche révolutionnaire - CIO
- 123 OKDE (Organisation

- des communistes internationalistes de Grèce)
- 124 FT - QI (Fraction trotskyste - Quatrième Internationale)
- 125 Courant international Socialisme ou Barbarie
- 127 CERMTRI
- 128 Lalit (île Maurice)
- 129 Alliance for Workers' Liberty (Grande-Bretagne)
- 130 Prospettiva Marxista (Italie)
- 131 Socialist Fight (Grande-Bretagne)
- 132 CNT
- 133 Alternative Libertaire

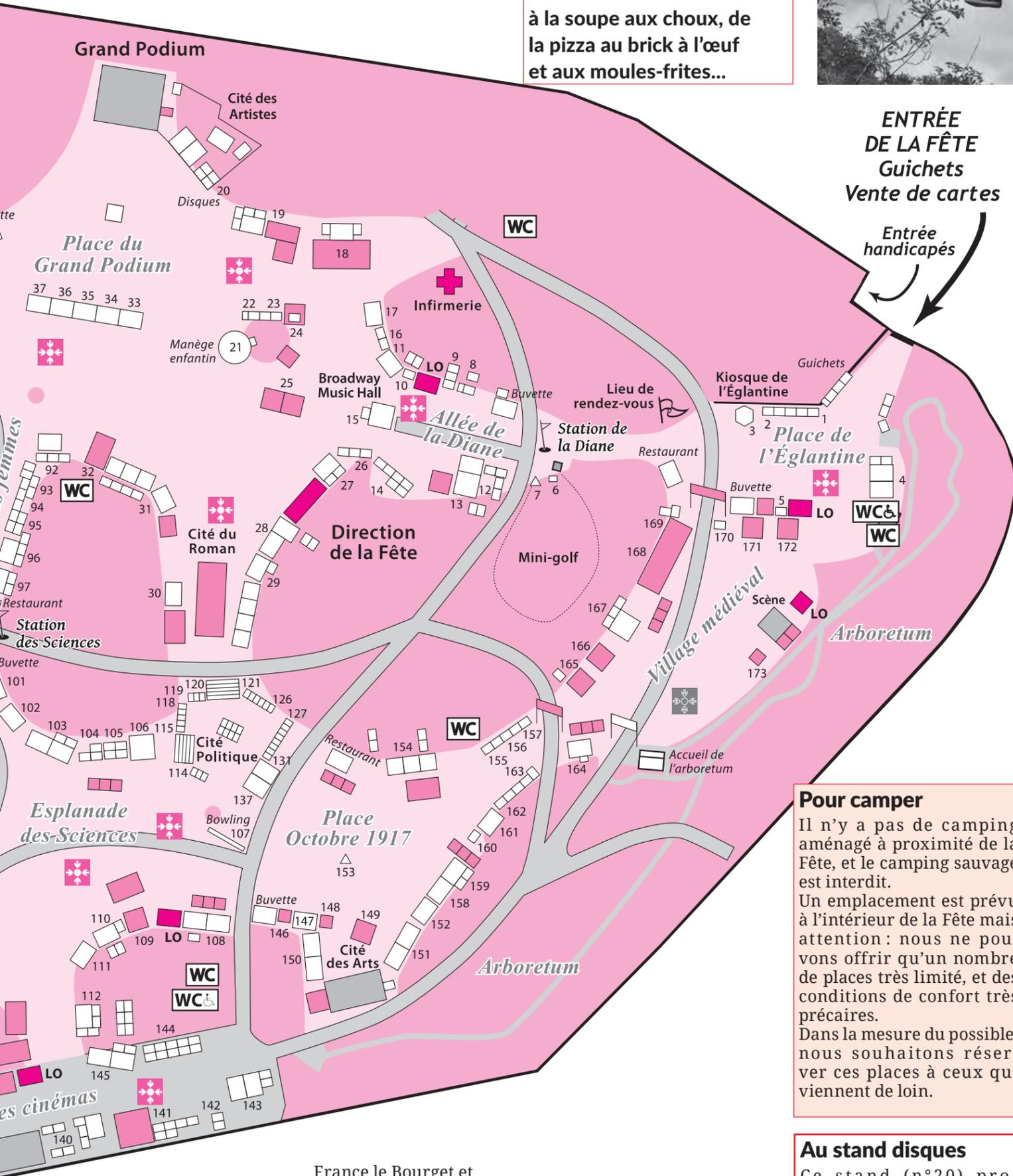
ouverte

s jusqu'au soir à 23 heures,

heures au lundi à 20 heures.

Nourritures terrestres

Des dizaines de stands offrent des spécialités du monde entier. Il y en a pour tous les goûts et toutes les bourses: du maffé africain à la soupe aux choux, de la pizza au brick à l'œuf et aux moules-frites...



ENTRÉE DE LA FÊTE
Guichets
Vente de cartes

Entrée
handicapés

Le parcours dans les arbres

Un parcours aérien d'arbre en arbre, homologué, pour se faire peur en toute sécurité, avec ses tyroliennes, ses ponts de singe ou ses échelles. Des parcours pour s'initier ou pour les plus chevronnés, sous la surveillance de moniteurs diplômés. Accessible sous conditions d'âge (au moins 13 ans) et de taille (1,50 m minimum). Tarif : 4 euros.

Pour camper

Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la Fête, et le camping sauvage est interdit. Un emplacement est prévu à l'intérieur de la Fête mais attention : nous ne pouvons offrir qu'un nombre de places très limité, et des conditions de confort très précaires. Dans la mesure du possible, nous souhaitons réserver ces places à ceux qui viennent de loin.

Totale animation devant le château

- le tournoi de ping-pong
- le fil à faire le funambule
- le casse-noix géant
- la catapulte à poulets (en plastique)
- les bulles tamponneuses

Au stand disques

Ce stand (n°20) propose les disques des artistes présents. **Attention**, les bons d'achat LO ne sont pas acceptés.

Flash mob

Devant le Grand Podium dimanche à 15h30

Attention !

Non seulement il n'y a pas de distributeurs de billets de banque dans l'enceinte de la Fête mais il n'y en a plus dans la ville de Presles. Donc, prenez vos précautions.

Comme pour toutes les manifestations actuelles, nous procéderons, pour la sécurité de tous, à des contrôles à l'entrée de la Fête.



alcool



bouteilles en verre



stupéfiants



armes toutes catégories

- 134 Réseau Education Sans Frontière (RESF)
- 135 Tendance Bolchevik Internationale (TBI - Grande-Bretagne)
- 136 Pathfinder
- 137 Librairie: Toutes les publications de Lutte ouvrière

Place des cinémas

- 138 Palet des jeux (Sécurité Sociale Rennes)
- 139 L'entracte (accueil cinémas)
- 140 Crêperie bretonne (Technicolor Rennes)
- 141 L'huître ouvrière (CHU Rennes)
- 142 Raviolis sibériens
- 143 Churros y chocolate (Air

- France le Bourget et ADP Orly)
- 144 Sepia y tortilla (tapas)
- 145 Paella valenciana

Cité des arts

- 146 Mosaïques
- 147 Studio 2
- 148 Pagode sculpture
- 149 Petit salon
- 150 Atelier de sculpture
- 151 Atelier de peinture
- 152 Studio 1
- Place Octobre 17
- 153 La boule maboule
- 154 Spécialités lyonnaises
- 155 Fromages d'Auvergne
- 156 Accueil Clermont-Ferrand
- 157 Crottin chaud
- 158 Crêperie (Sanofi Vitry-sur-Seine)

- 159 Glaces et profiteroles
- 160 Spartakiades
- 161 Accueil Rhône-Alpes
- 162 Le petit atelier
- 163 C'est la cata

Village médiéval

- 164 Petit salé aux lentilles
- 165 Forge
- 166 Forge ancienne
- 167 Rôtisserie de Sire Renault
- 168 Taverne de Maître Taillevent
- 169 Galette saucisse (PSA Rennes)
- 170 Boissons médiévales
- 171 Vannerie/Travail du bois
- 172 Calligraphie
- 173 Four à pain

De nombreux débats

Chapiteau Karl Marx

samedi

14h - Éric Lahy: la classe ouvrière prend le pouvoir en Russie

15h - Philippe Huet, auteur, 1910, 1922 et 1936 au Havre

16h - Manuel Domergue, journaliste: La guerre du Cameroun: l'invention de la Françafrique

17h - Catherine Coquery-Vidrovitch, historienne: L'Afrique est entrée dans l'Histoire

18h - William Blanc, médiéviste: Charles Martel et sa légende

19h - Alice Canihac, GISTI: Liberté de circulation et d'installation des migrants

20h30 - Chants de la Révolution russe

dimanche

11h - Pierre Merlet:

Comment stalinisme et bureaucratie ont trahi la Révolution d'octobre

12h - Alain Carre, médecin du travail CGT: la médecine du travail et la loi El Khomri

13h - Pef, auteur de livres jeunesse pour son livre: *Papa, pourquoi t'as voté Hitler?*

14h - Jean-Jacques Marie, historien: La guerre civile en Russie après 1917

16h - Serge Deruette: «L'Utopie» de Thomas More à aujourd'hui

17h - Jacques Legall: La Révolution russe et la vague révolutionnaire en Europe

18h - Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes (UATCI): 70^e anniversaire

de l'insurrection malgache

19h - Paul Galois:

présentation de la réédition des *Pages choisies* de Lénine

20h: La Révolution russe et la question nationale

22h: Projection-vidéo:

Russie 1917, la classe ouvrière ébranle le monde

lundi

12h - Nicolas Fernet: *La Révolution russe dans la culture et le mode de vie*

13h - Marie-Laure Dufresne-Castets (avocate) et **Pascal Moussy** (juriste du travail)

16h - Pierre Royan: L'actualité de la Révolution russe

17h: Chants révolutionnaires

Chapiteau Friedrich Engels / Débats, précédés de projection

samedi

12h30 - Daniel Kupferstein, cinéaste et écrivain: *Les balles du 14 juillet 1953*, le massacre policier oublié de nationalistes algériens à Paris

15h - Combat ouvrier (Antilles): *Mai 1967*, la répression sanglante de la grève

des ouvriers du bâtiment à Pointe-à-Pitre

17h - Une association de quartier (Espagne): *La mémoire récupérée, la construction d'un quartier, à Séville entre 1950 et 1980*

20h - Lucie Tourette et **Nicolas Jounin**, à propos

de leur livre: *On bosse ici, on reste ici! La grève des sans-papiers*

dimanche

14h - François Guennoc, président de l'auberge des migrants à Calais: La situation des migrants

Cité du Roman

samedi

16h - Marc Rémy: Les soviets dans la Révolution de 1917

18 heures - Valérie Touret: *Naissance et consolidation de la République bourgeoise en*

France (1789 - 1914)

dimanche

11h - Rose Alpert Jersawitz: *Une communiste, de part et d'autre de l'Atlantique*

12h - Eva Castro: Poèmes de Prévert

13h - Olivier Houdart: Les bizarreries de la langue française

16h - Rémi Adam: De l'armée tsariste à l'armée rouge

17h - Isabelle Bonnet et **Anne Laumier**: Les femmes dans la Révolution Russe

Cité politique

Notre fête est un grand rassemblement d'extrême gauche. Plusieurs dizaines de groupes politiques de France, d'Europe, d'Afrique ou des Antilles, y tiennent un stand.

Tous ne partagent pas forcément l'ensemble de nos convictions, mais ce rassemblement est l'occasion pour chacun de débattre et de confronter ses idées avec celles des autres groupes.

Les militants de Lutte

ouvrière et ceux de l'UCI, notre courant international, présenteront de nombreux débats sur des sujets historiques ou d'actualité. Mais tous les groupes présents sont également invités à le faire.

Débat LO-NPA: Face à la crise politique révélée par l'élection présidentielle, que proposent LO et le NPA?

Se rendre à la Fête

Nous recommandons à nos visiteurs de prendre le train. La Fête est facilement accessible depuis la gare du Nord et depuis toutes les gares de la ligne H entre gare du Nord et Persan-Beaumont via Montsoult. Le trajet de Paris à Presles dure 37 minutes (Ligne H, départ toutes les heures à 8h34, 9h34... 23h34. La gare de Presles-Courcelles est à 900 mètres de la fête. Un minibus fait le navette entre la gare et la Fête (priorité à ceux qui marchent difficilement).

Tous les pass Navigo dézonés permettent de se rendre à la fête gratuitement. Sinon, le prix de l'aller plein tarif est de 5,80 euros.

Des autocars gratuits feront la navette entre la sortie du métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) et l'entrée de la Fête. Ils circuleront les trois jours pendant les mêmes horaires que la Fête, avec un départ toutes les 20 mn environ, et le retour est assuré.

Enfin, si vous venez en voiture, attention! Il est très difficile de stationner dans le village de Presles ou même près de la fête. Nous demandons aux visiteurs de respecter toutes les interdictions pour ne pas gêner la circulation et... les Preslois. En outre, la circulation est difficile sur la N1. On peut rejoindre la fête en prenant l'A86 Nord, puis l'A15 et l'A115, enfin la

voie rapide N184, direction Beauvais. Sortir à Presles.

Depuis de nombreuses villes, des départs collectifs, en car ou en train, sont organisés. Vous pouvez vous renseigner auprès de nos camarades locaux, ou en consultant les pages régionales du site de Lutte Ouvrière.

Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la Fête, sauf évidemment les chiens d'assistance.

Au chapiteau scientifique

samedi

14h30 - Étienne Klein, Sciences de la matière, CEA: Au pays d'Einstein

16h - Bernard Jegou, chercheur Inserm: Les perturbateurs endocriniens

17h30 - Kamil Fadel, Palais de la découverte: La physique est partout

19h - Éric Pelletier, Génoscope d'Evry:

L'expédition Tara, la vie microscopique dans les océans

20h30 - Puri Lopez-Garcia, biologiste CNRS: Un site hydrothermal en Éthiopie et les débuts de la vie sur Terre

dimanche

10h30 - Laurent Madelain, psychologue: le comportement des animaux

12h - Fanny Rybak, biologiste: Mœurs et comportements chez les oiseaux

13h30 - Didier Aubœuf, biologiste ENS

Lyon: L'évolution des connaissances sur le cancer

16h - Catherine Vidal, neurobiologiste à l'Institut Pasteur: Masculin,

féminin: genre et préjugés sur le cerveau

17h30 - Nicolas Tournadre, linguiste CNRS: La diversité linguistique dans le monde

19h - Gilles Fischer, biologiste CNRS: L'évolution de la vie à travers les génomes

20h30 Vincent Coudé du Foresto, astronome à l'Observatoire de Paris: Les exoplanètes

lundi

10h30 - Marc Peschanski, biologiste, Institut des cellules souches d'Evry:

L'expérimentation animale

12h - Samuel Alizon, chercheur en écologie: Zika, sida, ebola, tuberculose... sont-ils façonnés par notre mode de vie?

13h30 - Bahia Guellai, psychologie du développement:

L'intelligence du bébé

16h - Romain Gherardi, médecin-chercheur: Les vaccins oui, les adjuvants aluminiques non

17h30 - Stéphane Bortzmeyer: La découverte d'Internet

Carrousel de la Connaissance: un spectacle audiovisuel de 45 minutes la longue histoire de la mondialisation

Au temps de la préhistoire/Débats

samedi

15h30 - André Langaney, généticien: La diversité humaine

17h - Vincent Mourre, archéologue: L'apport de l'archéologie préhistorique africaine

dimanche

13h30 - Oscar Fuentes, archéologue: Les représentations humaines dans l'art préhistorique

18h - Pascal Picq, paléanthropologue: la nouvelle histoire de nos origines

lundi

13h30 - Antoine Balzeau,

Les mini-conférences

Sur plusieurs dizaines de thèmes, 45 minutes d'exposé et de discussion

La roulotte de la Science

Animations scientifiques itinérantes:

- Pourquoi pleut-il (parfois) à la fête de LO?
- Le Soleil, notre étoile! (avec des observations au télescope... si le temps le permet!)

Renseignements pratiques et programme fete.lutte-ouvriere.org

La carte d'entrée, valable les trois jours, est disponible, au tarif réduit de 15 euros. Sur place, elle coûtera 20 euros.

Les bons d'achat, d'un pouvoir d'achat de cinq euros pendant la Fête, vendus quatre euros, sont également en vente, et seulement avant la fête.

On peut se procurer cartes et bons d'achat auprès de nos camarades,

sur le site (paiement par chèque ou carte Visa) ou en écrivant à:

Lutte ouvrière La Fête • BP 20029 • 93501 Pantin Cedex

Merci d'indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat désirés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière. N'oubliez pas de préciser vos adresse et téléphone. Envoi franco de port.

Industrie pharmaceutique : rien à voir avec la santé

Les antibiotiques ont révolutionné la médecine depuis le milieu du 20^e siècle, en faisant reculer massivement les infections bactériennes. Malheureusement, les médecins se sont vite rendu compte qu'il ne s'agissait pas d'une victoire définitive et que l'apparition d'une résistance des bactéries aux traitements était un phénomène systématique.

La production constante de nouveaux antibiotiques est donc une nécessité absolue pour que l'on ne retourne pas rapidement un siècle en arrière. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu'il faut 15 nouveaux antibiotiques pour faire face dans la prochaine décennie. Elle a depuis longtemps alerté l'industrie pharmaceutique sur le dramatique problème de santé qui se profile, et rien ne se passe, ou presque.

Produire un antibiotique nouveau pour combattre spécifiquement les infections devenues résistantes, c'est en effet créer un médicament de dernier recours (heureusement !) et, du coup, aussi rarement utilisé que possible, lorsque tous les autres, anciens et donc peu chers, sont devenus inefficaces. C'est donc un marché par définition très limité, et de ce fait peu rentable. Alors, comme dans le système capitaliste c'est le profit financier qui détermine les choix, et pas le bénéfice social quelle que soit son évidence, les industriels de la pharmacie n'investissent que très peu

dans le domaine et, pour la plupart, pas du tout.

Les gouvernements allemand et britannique ont chacun commandé un rapport pour évaluer les succès qu'aurait, auprès des industriels, une nouvelle stratégie. Elle consisterait à mendier leur aide en leur offrant (en plus du revenu de la vente, évidemment) un milliard de dollars de prime pour chaque nouvel antibiotique mis sur le marché.

Las ! Les études d'opinion parmi les responsables industriels ont été formelles : pour un milliard, mon brave monsieur, on n'a plus rien. À moins de deux milliards de dollars de prime par antibiotique, l'incitation ne sera plus suffisante, ont répondu en chœur les maîtres de cette industrie, dont les dix principaux leaders ont obtenu, en 2015, un bénéfice net cumulé de 91,71 milliards de dollars !

« La bourse ou la vie » du Moyen Âge, c'est aujourd'hui : « le capitalisme ou la santé ». Et c'est de l'ensemble de l'humanité qu'il est question.

Hugues Jackson

Israël-Palestine : soutien aux prisonniers palestiniens !

Depuis le 17 avril, des centaines de détenus palestiniens poursuivent une grève de la faim dans les prisons israéliennes, à l'appel de l'un d'entre eux, Marouane Barghouti, député au Conseil législatif palestinien et emprisonné depuis 2002.

Leur intention est, au minimum, d'alerter sur les conditions de détention des 6 500 Palestiniens incarcérés dans les geôles israéliennes, souvent situées loin de leurs villes de résidence. Ils réclament la possibilité de recevoir plus fréquemment leurs proches, d'avoir un suivi médical correct, d'étudier et de passer des examens, ainsi que l'interdiction des isolements, mauvais traitements, mesures arbitraires contre les détenus et détentions administratives, cet enfermement sans charges définies ni procès dont 750 d'entre eux sont victimes.

N'absorbant que de l'eau et du sel, les grévistes sont très affaiblis et leurs proches craignent désormais pour leur santé, voire leur vie. Une loi de 2015 permettrait à l'administration pénitentiaire de les alimenter de force, mais l'Ordre israélien des médecins s'oppose à juste titre à cette forme de torture.

Plutôt que de céder aux exigences des grévistes, les autorités envisageraient de faire appel à des médecins étrangers rémunérés – si elles en trouvent pour cette ignominie – pour y parvenir tout de même !

La propagande mensongère montrant Marouane Barghouti laissant traîner une boîte de pizza dans sa cellule semble avoir fait long feu. Mais, concrètement, l'administration pénitentiaire accentue l'isolement total en faisant couper Internet et le téléphone cellulaire à plus de 7 kilomètres à la ronde, privant au passage les villages voisins de connexions.

Le gouvernement, rejetant toute idée de négociation, prétend en effet, par la voix du ministre de la Sécurité publique, qu'il « s'agit de terroristes et d'assassins enfermés qui reçoivent ce qu'ils méritent » et l'extrême droite de Bennett ou Lieberman appelle à les traiter à la manière dont Thatcher

traitait les prisonniers politiques de l'IRA : les laisser mourir.

Le mouvement désespéré des détenus palestiniens a bien sûr aussi un objectif politique. Il s'oppose au terrorisme d'État du gouvernement de Netanyahu, qui poursuit la colonisation des Territoires occupés. En implantant sans cesse de nouveaux quartiers israéliens, en transformant des familles de colons, par ailleurs la plupart du temps militants nationalistes, en détachements avancés antipalestiniens, le pouvoir grignote le terrain et rend graduellement impossible l'existence d'un État palestinien.

Le traitement réservé aux détenus palestiniens, parmi lesquels des enfants maltraités dans le but de terroriser leurs parents, est l'une des plus odieuses facettes de la politique de Netanyahu.

Viviane Lafont

Un rassemblement de soutien se tient à Paris, le 24 mai à 18 heures, place de l'Opéra.



Manifestation de soutien aux prisonniers palestiniens à Ramallah le 17 avril.

Migrants : une Europe bien fermée

Quelque 5 000 migrants ont été secourus jeudi 18 et vendredi 19 mai en Méditerranée, au large de la Libye, par les gardes-côtes italiens et libyens. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 1 200 personnes ont trouvé la mort depuis le début de l'année au large de la Libye.

Sur la même période, l'Italie a vu arriver plus de 46 000 migrants sur ses côtes, soit une hausse de plus de 30% par rapport à l'année dernière. En Grèce, d'après les données du haut-commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, environ 50 000 demandeurs d'asile attendraient de pouvoir gagner un pays d'Europe.

En effet en septembre 2015, devant l'afflux du nombre de réfugiés en Italie et en Grèce, les dirigeants des États de l'Union européenne s'étaient résolus à adopter un dispositif d'accueil, avec des quotas de répartition entre ses États membres, avec l'objectif d'accueillir 160 000 réfugiés en deux ans. Un tel objectif apparaissait déjà

comme absolument insuffisant au regard de l'ampleur du drame vécu par des centaines de milliers de femmes et d'hommes amenés à fuir les guerres et la misère.

Mais, à quelques mois de la date butoir de septembre 2017, il est certain que ces engagements pourtant bien limités ne seront pas tenus. Dressant le bilan de ce dispositif de relocalisation, selon le terme employé par les autorités européennes, les députés du Parlement européen ont adopté le 18 mai une résolution dénonçant le fait que seules 11% des demandes

ont été satisfaites. Seules 18 770 personnes provenant de Grèce et d'Italie ont été relocalisées dans un pays européen, seuls deux États, la Finlande et Malte, parvenant peut-être à tenir leurs promesses.

Si la Hongrie et la Pologne ont affiché ouvertement leur refus d'ouvrir leurs portes aux réfugiés, bien d'autres États, d'une façon plus hypocrite, ont adopté des critères discriminatoires et arbitraires, certains n'accueillant par exemple que les mères célibataires, d'autres refusant d'accueillir certaines nationalités, comme les

Érythréens. Quant à la France, elle n'aurait accepté que 3 404 personnes sur les quelque 19 700 qu'elle s'était engagée à accueillir.

Alors que l'Union européenne concentre une grande partie de la richesse de la planète, ses dirigeants se refusent à en consacrer une partie, même minime, à accueillir dignement les migrants. En gendarmes d'un monde impérialiste de plus en plus inégalitaire et violent, ils ont pour seule politique la multiplication des barbelés et des camps.

Marc Rémy

Neuhauser – Moselle : en grève contre le plan de licenciements

Jeudi 18 mai, la majorité des salariés de la boulangerie industrielle Neuhauser se sont mis en grève contre le plan de licenciements qui menace 259 emplois sur les 700 que compte l'usine.

Malgré la menace du tribunal de Sarreguemines d'envoyer les CRS pour imposer la levée du blocage des camions, et le chantage de la direction à la rupture des négociations engagées en revenant aux indemnités minimales prévues à l'origine, la grève a été reconduite durant quatre jours. Les équipes se sont relayées sur le piquet de grève et l'ensemble des lignes de production a été mis à l'arrêt sur les trois sites de l'usine.

La colère est bien là, face à une direction qui ne propose que 8 000 euros d'indemnités de licenciement pour les plus jeunes, et une indemnité bloquée à 13 ans d'ancienneté pour les anciens, soit au maximum 24 000 euros. Par ailleurs, la direction aimerait imposer au passage la réorganisation du travail en 5X8 – sans payer les dimanches à 100 % – sous prétexte de



Le piquet de grève.

sauver 32 emplois. Mais ce chantage grossier ne passe pas, personne ne veut de cette réorganisation qui risque d'aggraver encore un peu plus les conditions de travail.

Devant la détermination des grévistes, une médiatrice a été nommée et lundi 22 mai la direction, qui parlait de rompre les négociations, a été obligée de se rendre sur le site de l'usine pour reprendre la discussion. Elle a été accueillie par un rassemblement des salariés qui ont levé la grève pour l'occasion, mais sont restés mobilisés en attendant la nouvelle réunion annoncée deux jours plus tard, avec la promesse d'une revalorisation des indemnités de licenciement.

La colère est d'autant plus grande que le groupe Soufflet, propriétaire de l'usine, est riche à millions. En 2016, il a annoncé 210 millions d'euros de profits, en augmentation de 50 millions depuis 2014, date du rachat du groupe Neuhauser par Soufflet.

On est loin de l'image d'une activité industrielle en difficulté que la direction de Soufflet tente de véhiculer pour justifier ces licenciements. Les 16 millions d'euros prévus actuellement pour le plan social font figure d'une goutte d'eau dans l'océan des profits de ce groupe, et bien des salariés sont déterminés à ne pas se satisfaire de cette petite pièce.

Correspondant LO

Apase – Ille-et-Vilaine : reprise la tête haute

Soixante salariés de l'Apase, une association qui en compte 300, travaillant à la fois sur la protection de l'enfance et la protection des majeurs, ont entamé jeudi 11 mai leur quatrième semaine de grève.

Ils protestaient contre une décision de leur employeur de les changer unilatéralement de convention collective. Cela veut dire le blocage du salaire durant une dizaine d'années pour ceux en place, et pour

les nouveaux un salaire d'embauche diminué d'un montant allant jusqu'à 500 euros.

Les syndicats CGT et CFDT avaient appelé à la grève le 24 avril. Ce jour-là, les salariés ont décidé la grève reconductible à compter du jeudi 27 avril. Tous les jours, ils ont tenu une assemblée générale de grévistes, où ils ont débattu fraternellement des objectifs et des modalités de la lutte, des interventions

auprès des financeurs de l'association patronale, du préfet, de l'Inspection du travail, du Conseil départemental...

Après avoir été un peu plus de 100 grévistes au début, la mobilisation s'amenuisait. Pour le 22 mai, lors du retour dans les services, la suspension de la grève et la reprise du travail ont été décidées. Les quatre semaines passées ensemble ont permis de se connaître, les lieux de travail étant Rennes, mais aussi Vitré, Saint-Malo et Redon, de s'apprécier, de faire l'expérience d'une lutte où le rapport de force est apprécié collectivement et les initiatives décidées ensemble.

Le moral n'est pas en berne, les travailleurs sont fiers d'avoir relevé le gant et une grande fête est prévue bientôt pour les grévistes et leurs soutiens.

Correspondant LO



Conseil départemental de Haute-Savoie : la colère gronde

Lundi 15 mai, 200 agents du Conseil départemental de Haute-Savoie ont manifesté à Annecy devant l'hôtel de la préfecture où les conseillers départementaux se réunissaient. Ils dénoncent les méthodes du nouveau directeur général des services qui aggravent leurs conditions de travail.

Cet ancien conseiller social (!) de Claude Guéant sous Sarkozy, est chargé de faire des coupes dans le budget. Ainsi, depuis plusieurs mois, le recours à des contractuels pour remplacer les agents en arrêt maladie ou en congé maternité, ce qui permettait une continuité du service public, n'est plus possible. Les agents des différentes directions – sociales, collèges, routes – qui sont déjà au strict minimum, doivent faire avec moins de moyens. Ainsi, les mesures concernant les jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance, sont exécutées avec beaucoup de retard voire pas du tout. Les assistantes sociales sont obligées de faire des choix : ouverture des pôles médico-sociaux ou réalisation des évaluations. Dans les collèges, les agents

sont affectés à de nouvelles tâches afin de suppléer aux postes vacants.

Les agents, excédés par l'aggravation de leurs conditions de travail, se mobilisent depuis plusieurs semaines. Des courriers ont été envoyés au président, des demandes de réunions ont été faites. Devant le mépris affiché de la direction, la colère s'exprime ouvertement. Un préavis de grève illimité a été déposé par les syndicats CGT, CFDT, UNSA à partir du 10 mai.

Le rassemblement du 15 mai est une première étape. Depuis, le DRH a accepté de reprendre quelques contractuels, démontrant le bien-fondé des revendications. Mais bien des travailleurs sont convaincus que la protestation ne doit pas s'arrêter là.

Correspondant LO

MGI Coutier – Nesle : non au licenciement d'un militant !

Lundi 22 mai un rassemblement de plusieurs dizaines de salariées et de militants locaux a eu lieu devant l'équipementier automobile MGI Coutier, à Nesle dans la Somme, pour défendre un syndicaliste licencié.

Dans cette entreprise de 70 personnes, majoritairement féminines, la direction cherche depuis longtemps à licencier le militant CGT le plus actif depuis trois ans. Après plusieurs refus d'un inspecteur du travail et même un refus du ministère, la direction a saisi le tribunal administratif qui a permis à l'entreprise de relancer l'affaire et d'obtenir, cette fois-ci, le licenciement.

Les accusations portées contre ce militant sont particulièrement légères, une pause-café un peu longue, le fait de ne pas avoir porté des lunettes de protection sur une machine où personne n'en porte et une

accusation qualifiée par la direction de diffamatoire contre un responsable qui aurait enlevé des affiches syndicales sur le panneau dédié.

Comme bien d'autres, la direction de cette entreprise en plein développement, qui a annoncé des performances record en 2016, ne remplace pas les départs. Elle emploie des intérimaires dont le patron peut casser les contrats quand il veut. Elle veut aussi se débarrasser du syndicat CGT.

Bien sûr, le patron a les moyens financiers et le personnel juridique alors que chaque procédure est un coût important pour les militants de la CGT. Mais le nombre de salariées en grève ce jour-là dans chacune des équipes montre qu'elles sont bien conscientes de la nécessité d'être solidaires.

Correspondant LO

GM&S - La Souterraine : un premier recul

Renault et PSA ont promis d'augmenter leurs commandes à GM&S Industry, passant de 5 à 10 millions d'euros de chiffre d'affaires pour le premier, de 10 à 12 millions pour le second.

Le ministre de l'Économie a déclaré que cela permettrait la continuité de l'exploitation et la poursuite de discussions sur la reprise de l'entreprise, dont l'avenir devait être examiné le 23 mai par le tribunal de commerce de Poitiers.

Le responsable CGT a parlé d'un signe encourageant, mais il faudrait en réalité 40 millions d'euros de commandes, soit moins de 1 % du chiffre d'affaires de l'emboutissage en France, pour offrir des perspectives sérieuses. De plus, le ministère a rappelé

que l'usine devait « adapter son organisation afin de gagner davantage en compétitivité », ce qui ne rassure pas beaucoup les travailleurs sur leur sort à moyen terme.

En presque trente ans, ils ont vu passer neuf repreneurs et le nombre de salariés chuter de 600 à 279. Leur dernier patron, un homme d'affaires italien, aidé par PSA, a mis la main sur l'usine pour 3 euros, en 2014, pour la conduire à la liquidation, comme il l'a fait pour six des sept entreprises qu'il avait rachetées. Mais il a



ROUGE/JMB

tout de même touché près d'un million d'euros de crédit d'impôt compétitivité (CICE). C'est l'exemple de plus en plus fréquent de ces prétendus investisseurs qui reprennent une usine pour la couler, et non pour produire quoi que ce soit, sans que l'État, pourvoyeur

d'avantages fiscaux, y trouve quelque chose à redire.

Les travailleurs de GM&S ont donc des raisons de se méfier. Mais ils en ont aussi d'être fiers de leurs luttes, de tout ce qu'ils ont pu faire pour attirer sur eux l'attention, non

seulement des pouvoirs publics mais aussi des travailleurs d'autres entreprises qui sont venus les soutenir au rassemblement du 16 mai. Et si le ministère, Renault et PSA ont fait un pas, c'est à leur détermination qu'ils le doivent.

Sylvie Maréchal

PSA - Rennes : la colère s'exprime

Avec le lancement de la fabrication de la nouvelle Peugeot 5008 à l'usine PSA de Rennes, la production a augmenté et la direction de l'usine a remis les ateliers en deux équipes, alors que depuis un an et demi ceux-ci fonctionnaient en une seule équipe de jour.

Avec ce changement de rythme de travail et la volonté de produire beaucoup plus, les conditions de travail se sont durcies. La production est poussée au maximum, à la limite du faisable, et la flexibilité des horaires est utilisée en permanence pour rattraper les retards dus aux pannes et autres aléas d'approvisionnement. Cela a pour conséquence des journées à rallonge et des samedis travaillés parfois décidés deux jours avant. Des samedis travaillés ont été aussi décidés pour rattraper les jours fériés du mois de mai.

Ces méthodes brutales pour réaliser coûte que coûte la production sont très mal vécues. Le mécontentement est unanime et le malaise touche

aussi l'encadrement intermédiaire, qui ne sait plus où donner de la tête pour répondre aux exigences de la direction, d'autant que, du fait des conditions de travail, une énorme proportion des voitures produites doivent être reprises en bout d'usine à cause de défauts de fabrication.

C'est dans ce contexte que l'idée d'un arrêt de travail à l'occasion d'un samedi travaillé a circulé dans l'usine, proposition soutenue par la CGT, qui a appelé tous les salariés présents le samedi 13 mai à un débrayage.

Immédiatement, les syndicats comme le SIA et FO ont fait de la propagande contre le débrayage, disant que tout arrêt de travail provoquerait

inmanquablement plus d'heures supplémentaires.

Par contre, le samedi matin, la CFDT s'est associée à l'appel de la CGT. À 11 h 30, après la dernière pause, une centaine d'ouvriers, dont une vingtaine d'intérimaires, sont venus au point de rassemblement prévu, sur un effectif de 300 à 350 au Montage. La production a quasiment été arrêtée.

Ce débrayage a été considéré comme une réussite par tous ses participants, mais n'a pas suffi à faire comprendre à la direction qu'elle devait revoir ses façons de faire. Elle s'est même crue capable d'annoncer que le jeudi de l'Ascension et le lundi de Pentecôte seraient travaillés. Cela a fait monter un peu plus la colère dans les ateliers et un nouveau débrayage a été organisé le vendredi 19 mai. Et, cette fois, les deux équipes ont pu se retrouver pour dire non aux abus de la direction.

Histoire de faire peur, quelques cadres se sont permis de menacer des ouvriers en expliquant que, si la production ne se fait pas de façon satisfaisante, la nouvelle voiture pourrait être fabriquée en Espagne. Voilà le dialogue social dans cette usine : les dirigeants peuvent décider du jour au lendemain d'annuler deux week-ends de repos bien mérités mais, si les travailleurs protestent, ils sont menacés de fermeture de l'usine. Il n'est pas sûr que cela suffise à étouffer la colère.

Correspondant LO

Bosch - Moselle : en grève contre l'esclavage moderne

À Freyming-Merlebach, le centre d'appels de Bosch Service Solutions emploie près de 100 travailleurs en CDI et plusieurs dizaines en intérim et CDD. Ils se sont mis en grève lundi 15 mai pour dénoncer les conditions de travail révoltantes.

Les plannings sont, au mieux, communiqués quelques jours avant, voire le lundi pour la semaine à venir, au mépris de toute vie personnelle. Aux 35 appels par heure, aux journées à rallonge sans véritable pause (quinze minutes en tout, dont cinq minutes sont décomptées pour aller aux toilettes, sous surveillance d'un logiciel de chronométrage), s'ajoutent de multiples projets à gérer, aussi bien dans les appels d'urgence pour Otis (ascenseurs), la vente de vêtements par correspondance ou des services liés à l'Opéra de Paris.

C'est donc la course quotidienne pour jongler entre les appels, les mails, et le suivi des dossiers, voire le pliage de vêtements retournés par les clients ! Les salaires sont à l'avenant : le smic, même après cinq ou dix ans d'ancienneté, et des primes à la qualité, de 3 euros par mois ! Ce sont des méthodes dignes du 19^e siècle, que le patron complète en opérant des retenues sur salaire en cas d'erreur de saisie.

Contre ces pratiques dignes des Temps modernes que l'une des banderoles résume par le slogan « Bosch service esclavage », des salariés ont arrêté le travail lundi 15 mai. D'une quinzaine en grève le matin, ils sont passés à une

trentaine le mardi, et plus d'une quarantaine le mercredi, rejoints par les syndicats CFDT et CFTC. Ils ont refusé de se satisfaire des vagues promesses données le lundi par la direction.

Du coup, la grève s'est étendue, rencontrant le soutien des collègues en intérim, ainsi que des managers, affichant des pancartes appuyant le mouvement sur les plateaux. Mercredi 17 mai à midi la direction a reculé, notamment sur les conditions de travail : les salariés obtiennent la séparation du traitement des mails des autres charges administratives, pour mettre le holà aux cadences infernales.

Avant tout, les salariés étaient fiers de leur grève, de s'être fait respecter, et déterminés à recommencer si nécessaire pour imposer le respect des divers engagements pris par la direction.

Bosch a fait 4,3 milliards de bénéfices en 2016, et annonce encore une augmentation du chiffre d'affaires au premier trimestre 2017 : c'est dire qu'il a largement les moyens de payer. Les salariés ont eu raison de ne pas se laisser faire et de marquer le coup par leur mobilisation, parce que « Bosch c'est moche », comme le proclamait l'une de leurs banderoles.

Correspondant LO



Chantier naval STX – Saint-Nazaire : six semaines de protestations

Le 10 avril, une quarantaine d'ouvriers de l'atelier Panneau plan sont partis en débrayage et ont fait la tournée des ateliers, pour exprimer leur ras-le-bol face à une énième provocation de la direction.

Après des augmentations générales de 0,7 % cet hiver, c'est l'absence de versement de la prime d'intéressement qui a fait déborder le vase et conduit à réclamer une prime de livraison de navire.

Durant les six semaines qu'a duré le conflit, des débrayages de 59 minutes ont eu lieu tous les jours dans les trois équipes. L'habitude a été prise de se réunir tous les jours pour discuter des différentes actions et des points forts de la semaine. Assemblées générales, tournée des popotes (manifestations qui passent d'atelier en atelier), ont rythmé ce conflit.

Au bout de quatre semaines, les ateliers du sud ont décidé de manière très majoritaire de se mettre en grève totale. C'est donc plus d'une quarantaine de travailleurs qui ont cessé le travail, dans un secteur



qui se trouve au début de la chaîne de production. Très vite, la direction a essayé de diviser en menaçant de mettre au chômage partiel les secteurs de production en aval. Mais la solidarité entre les différents secteurs a rendu sa menace inefficace et elle a finalement abandonné son projet.

Au cours des deux semaines suivantes, des équipes de différents secteurs ont cessé le travail, plusieurs jours de suite dans différents ateliers, à bord et dans un atelier qui fabrique les cabines des bateaux. Parallèlement, les débrayages quotidiens ont continué.

Tous les subterfuges possibles ont été employés par la direction, menaces de sanction, huissier,

accusation de manipulation des grévistes par la CGT, menaces de chômage partiel. Elle a même essayé de demander aux chefs et aux cadres de faire redémarrer les machines. Des dizaines de tôles à plusieurs milliers d'euros pièce ont ainsi été gâchées, avant de réussir à en sortir quelques bonnes!

Rien de tout cela n'a entamé la solidarité, et tous les jours des travailleurs de secteurs différents sont venus exprimer leur solidarité avec le mouvement. La grève est cependant restée minoritaire, n'entraînant qu'une minorité des 800 ouvriers du chantier STX, et sans que les bureaux d'étude ne rejoignent le mouvement.

Les travailleurs des ateliers du sud ont finalement

voté la fin de leur grève le vendredi 19 mai au matin. Un protocole de fin de conflit a été signé par la CGT, mandatée par les grévistes et seul syndicat à avoir soutenu le mouvement. Il comporte l'absence de poursuites disciplinaires et judiciaires, l'étalement des retraits pour jours de grève pour ceux qui le souhaitent et l'absence d'impact des jours de grève sur le 13^e mois et sur les congés payés. La direction a également cédé à l'ensemble du personnel la restitution anticipée de cinq jours de RTT, qu'elle avait confisqués à la faveur d'un accord de compétitivité.

Bien sûr, les revendications des travailleurs en lutte n'ont pas été satisfaites, mais une direction

qui clamait partout qu'elle n'avait pas un sou vaillant a trouvé comme par miracle deux millions d'euros pour rendre les RTT qu'elle avait volées.

De nombreuses démonstrations ont été faites, la plus précieuse étant que, sans le travail des salariés, tout s'arrête et que le géant se paralyse. Beaucoup de travailleurs ont pris conscience de leur force collective, de leur pouvoir d'organisation et de la puissance de la solidarité. Dans quelques équipes, les intérimaires ont participé aux débrayages, conscients que les différences de statut sont une barrière qu'il faudra dépasser si l'on veut gagner plus tard!

Correspondant LO

Filiales d'Air France – Roissy : dans la jungle capitaliste

La société de transport aérien Air France, qui occupe le dixième rang mondial, s'est étoffée depuis de nombreuses années d'une myriade de filiales organisées en cascade.

Air France a ainsi créé Servair, qui s'occupe de fournir les plateaux-repas à bord des avions, qui a elle-même créé Acna, pour le nettoyage des avions, et Passerelle Cdg, s'occupant de la prise en charge et de l'accompagnement des personnes handicapées et à mobilité réduite dans les aéroports. Il est évident qu'Air France cherchait ainsi à proposer les meilleures prestations à ses clients, à moins que ce gigantesque trust n'étende sa toile afin de mieux contrôler tous les aspects touchant au transport aérien. Bienvenue dans la World Company!

Tout comme les travailleurs employés directement par Air France, les salariés de ces filiales subissent une aggravation de

leurs conditions de travail. Sur le site de Servair-1, à Roissy CDG, le nombre de plateaux-repas préparés reste quasiment inchangé depuis vingt ans, alors que les effectifs sont passés de 2 500 à 1 300 sur la même période. Il a fallu pour cela augmenter les cadences dans tous les services et accroître sans cesse la pression sur les travailleurs : à la laverie, qui nettoie le matériel revenant des avions, comme à la préparation des plateaux-repas à livrer ou à bord des trolleys qui approvisionnent les avions.

Mais, en plus de cela, le système de filiales permet à Air France de se séparer de ces diverses branches en fonction de ses intérêts financiers. Ainsi la société mère a fait le choix de

vendre une grande partie de Servair. Du même coup, les travailleurs ont appris qu'ils n'auraient plus droit aux billets d'avions gratuits partiels fournis par Air France. Les employés de Servair, Acna et Passerelle avaient droit à quatre billets d'avion avec une réduction pouvant s'élever à 700 euros pour un billet coûtant 1 000 euros; cela représente 2 800 euros de perte par an pour chacun des travailleurs. Beaucoup à Servair notent qu'ils sont des travailleurs immigrés payés à des salaires de misère, mais qu'ils pouvaient profiter de ces billets pour retourner voir la famille.

Les travailleurs de Servair et de Passerelle ont relevé la tête en se mobilisant une première fois le mardi 2 mai. Plusieurs centaines de travailleurs ont fait grève et un rassemblement devant le siège a été organisé. Une nouvelle journée de mobilisation est



prévue le vendredi 2 juin afin de contester la suppression de ces billets de réduction. Les cadres d'Air France peuvent garder leur chemise : tout ce que veulent les employés de Servair et compagnie c'est obtenir qu'Air France paye pour cela ne serait franchement pas de trop.

Certains employés craignent qu'Air France, après s'être séparé définitivement de Servair et de ses filiales d'ici quelques années, cherche à négocier des prix de production encore plus bas en se tournant vers une société concurrente de son ancienne filiale, comme Newrest. À l'aggravation des conditions de travail

succèderaient les plans de licenciements.

L'organisation d'Air France et de ses filiales, harmonieusement structurées, chacune s'occupant d'un secteur particulier, cache en réalité l'organisation méthodique de l'exploitation dans chacune de ces entités. Servair est installé en Europe, en Afrique, en Amérique et en Asie; la société emploie à Roissy même des travailleurs sur tous les continents, qui sont ainsi le jouet des calculs des compagnies.

Il y a quelques années, le slogan d'Air France était : « Demandez-nous le monde ». Visiblement, il préfère se servir le premier.

Correspondant LO

RUSSIE 1917 : LA RÉVOLUTION AU FIL DES SEMAINES

Les ouvriers répondent au sabotage des industriels

Trois mois après la révolution de Février 1917, la poursuite de la guerre et la préparation d'une nouvelle offensive provoquent de graves privations dans les villes et accélèrent le délabrement économique. Espérant briser la combativité des ouvriers, les industriels se livrent au sabotage de la production et à la fermeture de leurs usines au moindre prétexte.

Mais c'est l'inverse qui se produit : dans chaque usine, dans chaque centre industriel, le sabotage des patrons provoque l'intervention des ouvriers. De fait, ils imposent leur contrôle sur la production. Prenant conscience des tergiversations des dirigeants des soviets, ils rejoignent les bolcheviks. Dans l'Histoire de la révolution russe, Trotsky analyse ce bras de fer.

« La bourgeoisie en son ensemble s'engageait dans la voie du défaitisme économique. Les pertes et dommages temporairement subis, du fait de la paralysie économique, étaient, à ses yeux, les faux frais de la lutte contre la révolution qui menaçait les bases de la "culture". En même temps la presse bien-pensante, de jour en jour, accusait les ouvriers de saboter insidieusement l'industrie, de dérober les matériaux, de brûler

inconsidérément le combustible pour faire obstruction. La fausseté des accusations dépassait toute limite. (...)

Le Conseil de l'industrie unifiée [organisation patronale] invita ses membres à fermer les entreprises isolément, en recherchant des prétextes plausibles. Le plan du lock-out larvé fut appliqué avec une remarquable méthode. (...) Après avoir préparé la situation politique, les industriels passèrent de la parole à l'action. Dans le courant de mars et d'avril, cent vingt-neuf petites entreprises, comptant neuf mille ouvriers, furent fermées; dans le courant de mai, cent huit entreprises avec le même nombre d'ouvriers; en juin, l'on ferme déjà cent vingt-cinq entreprises comptant trente-huit mille ouvriers; en juillet, deux cent six entreprises jettent dans la rue quarante-huit mille ouvriers. Le lock-out s'étend en progression

géométrique. »

Devant la catastrophe et la pression des ouvriers, le Comité exécutif des soviets supplie le gouvernement « de prendre sur lui la tâche d'une organisation rationnelle de l'économie publique et du travail ». Ce qui faisait dire à Lénine : « Programme magnifique : et un contrôle, et des trusts étatisés, et la lutte contre la spéculation, et le service obligatoire du travail... On est obligé de reconnaître le programme de l'"affreux" bolchevisme, car il ne peut y avoir d'autre programme, d'autre issue devant le krach épouvantable qui menace effectivement. » Trotsky poursuit : « Toute la question est, cependant, de savoir qui réalisera ce magnifique programme. Serait-ce la coalition ? La réponse vint immédiatement. Un jour après l'adoption par le Comité exécutif du programme économique, le ministre du Commerce et de l'Industrie donna sa démission et sortit en faisant claquer les portes. (...)

Les grèves se multiplient. Elles prennent un caractère particulièrement violent dans les couches ouvrières les plus arriérées et les plus exploitées. Les blanchisseuses, les ouvriers teinturiers, les tonneliers, les

employés du commerce et de l'industrie, les ouvriers du bâtiment, les bronziers, les peintres, les manœuvres, les cordonniers, les artisans du cartonnage, les ouvriers charcutiers, les menuisiers font grève, successivement, pendant tout le mois de juin. (...) Pour les ouvriers avancés, il devenait de plus en plus clair que des grèves économiques partielles, dans les conditions de la guerre, du désarroi et de l'inflation, ne pouvaient apporter de sérieuses améliorations, qu'il fallait modifier de quelque façon les bases mêmes. Le lock-out n'ouvrait pas seulement l'esprit des ouvriers à la revendication d'un contrôle sur l'industrie, mais les poussait à l'idée de la nécessité de mettre les usines à la disposition de l'État. Cette déduction paraissait d'autant plus naturelle que la plupart des usines privées travaillaient pour la guerre et qu'à côté d'elles il existait des entreprises d'État du même type. (...)



Manifestation d'ouvriers le 1^{er} mai à Pétrograd.

La croissance des grèves et, en général, de la lutte de classe augmentait presque automatiquement l'influence des bolcheviks. Toutes les fois qu'il s'agissait de leurs intérêts vitaux, les ouvriers comprenaient bien que les bolcheviks n'avaient pas d'arrière-pensée, qu'ils ne cachaient rien et que l'on pouvait compter sur eux. Aux heures de conflit, tous les ouvriers, sans-parti, socialistes-révolutionnaires, mencheviks, se dirigeaient vers les bolcheviks. À la conférence des comités de fabriques et d'usines de Pétrograd et de la banlieue, au début de juin, trois cent trente-cinq voix sur quatre cent vingt et une se prononcèrent pour la résolution bolcheviste. »

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Bus Région parisienne : grève pour les salaires

Judi 11 mai, des conducteurs de bus de la RATP ont fait grève pour réclamer une augmentation de leurs salaires.

Ces deux dernières années, la RATP a totalisé 600 millions d'euros de bénéfices : 5 000 euros par an et par salarié, qu'elle préfère utiliser pour devenir une multinationale du transport de Londres à Washington, en passant par Sao Paulo et Casablanca.

Les grévistes s'opposaient aussi à l'ouverture de la concurrence de la ligne du futur tram T9 sur

l'itinéraire de l'actuelle ligne 183. La direction de la RATP saisit l'occasion pour développer la création de filiales dans lesquelles les droits des travailleurs seront diminués et les conditions de travail dégradées. Depuis des années déjà, elle utilise l'arrivée de la concurrence sur le réseau pour tenter de convaincre les conducteurs de bus RATP qu'ils ne travaillent pas assez : toujours la même rengaine des patrons pour imposer des reculs.

Au dépôt de Thiais, concerné par le futur T9

« filialisé », la mobilisation a même touché la directrice : celle-ci s'est mise en grève du sommeil pour pouvoir être aux premières loges dès 4 heures du matin. Sa participation s'est toutefois réduite à peu de choses, hormis l'expulsion d'une journaliste du Parisien. Pour montrer les nouveaux bus « écologiques » ou automatiques, les médias sont les bienvenus. Mais quand il s'agit des revendications des travailleurs, la presse est priée d'aller voir ailleurs.

Correspondant LO

Inspection du travail - Île-de-France : non aux suppressions de postes !

Région après région, le ministère du Travail dévoile l'ampleur des suppressions de postes dans son administration. Le 18 mai, à l'appel des syndicats CGT, Snutefe, SUD et CFTD, 200 agents des services de la Direction régionale du travail (Direccte) en Île-de-France se sont rassemblés pour protester contre la baisse de leurs effectifs : 80 suppressions de postes dont 49 postes d'agents de contrôle sur 468.

À Bobigny, un pique-nique festif a été organisé par les agents devant leurs bureaux avec de nombreux militants de l'union

départementale CGT ainsi que des agents de la ville, eux-mêmes en lutte contre le maire et venus manifester leur solidarité. En tout, 150 personnes étaient présentes pour dénoncer la suppression des moyens des agents de l'Inspection qui effectuent leurs missions de plus en plus difficilement dans ce département où la vie des travailleurs est particulièrement dure. Les procès-verbaux des inspecteurs du travail sont classés ou prétendument perdus presque neuf fois sur dix par le parquet du tribunal ; le Conseil des prud'hommes est engorgé

par les demandes, faute d'effectifs, au point de fixer des dates d'audience à deux ans, et ce alors que les situations d'urgence sociale se généralisent : licenciements abusifs, non-paiement de salaire par les patrons pendant plusieurs mois.

Devant leur direction, les agents ont pu constater que le changement de ministre ne modifie en rien le projet de suppression des effectifs. Ils ont décidé d'amplifier leur mobilisation et ont prévu une journée de grève nationale le 20 juin.

Correspondant LO

Guadeloupe : les ouvriers de la banane en grève

Les ouvriers agricoles de la banane se sont mis en grève dans une douzaine de plantations de banane autour de la commune de Capesterre-Belle-Eau. Une telle mobilisation ne s'était jamais vue depuis plus de trente ans.

Jusqu'à-là, seuls les ouvriers de la plantation Bois-Debout se mettaient en grève. Ils avaient fini par obtenir des rappels compris entre 10 000 et 20 000 euros par travailleur après une longue procédure aux prud'hommes et plusieurs grèves. Ils ont incité leurs camarades des autres plantations à se mettre en grève pour les mêmes raisons qu'eux, un appel cette fois immédiatement entendu le 18 mai.

Samedi soir 20 mai, un meeting a rassemblé 200 travailleurs devant la mairie de Capesterre-Belle-Eau. Plusieurs, venus des différentes plantations, ont pris la parole pour raconter leurs conditions de travail infernales, en particulier des travailleurs haïtiens, immigrés qui forment

maintenant la majorité des 800 ouvriers de la banane, longtemps silencieux ces dernières années. Jean-Marie Nomertin, dirigeant de la grève et secrétaire général de la CGTG-Guadeloupe, a conclu en appelant tous les travailleurs à se mobiliser lundi 22 mai à 5 h du matin.

Un comité de grève a alors été élu pour diriger la grève, qui jusque-là était conduite par la section CGTG, comprenant quatre travailleurs élus par plantation. De nouveaux travailleurs ont aussi rejoint le mouvement. Dans au moins une des plantations, on comptait 100 % de grévistes.

Les travailleurs sont conscients qu'une fois en grève, ils devront aller jusqu'au bout. Pour l'instant, la grève s'étend !

Pierre Jean-Christophe



Trump en Arabie saoudite : ventes d'armes et business avant tout

Visitant l'Arabie saoudite le week-end du 20 mai, Donald Trump a tenu à caresser cet allié des États-Unis dans le sens du poil, avant de se rendre chez un autre allié traditionnel : Israël.

Le roi d'Arabie saoudite lui en a été reconnaissant, signant des contrats pour une valeur de 380 milliards de dollars, dont 110 concernent des ventes d'armes. Voilà de quoi satisfaire les grandes entreprises exportatrices américaines. Pour défendre leurs intérêts dans le monde, Trump a su – tout du moins le temps d'un week-end – modérer son langage pour ne pas froisser ce gros client.

Oubliées pour l'instant toutes les diatribes antimusulmans qui ont pourtant été un des axes de la démagogie nationaliste de Trump pour être élu, comme ce tweet de 2014 : « Les Saoudiens, ce n'est que de l'esbroufe, ce sont des tyrans, des lâches. Ils ont l'argent, mais pas le courage »... À Ryad, devant 37 chefs d'État ou de gouvernement du monde musulman, Trump est allé parler de la lutte contre le terrorisme qui n'est autre selon lui que celle du bien contre le mal. Il se place dans la continuité des présidents américains Reagan et Bush fils qui professaient aussi en public cette vision du monde digne des livres pour enfants.

Pourtant le surarmement des États-Unis, puissance mondiale, et celui de l'Arabie saoudite, puissance locale, n'empêchent pas le terrorisme et même le nourrissent. Les guerres de l'impérialisme américain au Moyen-Orient et en Afghanistan, comme celle que l'Arabie saoudite mène au Yémen, y apportent mort, destruction et misère, terrain sur lequel les islamistes recrutent. De plus, pour défendre leurs intérêts, l'un et l'autre n'ont pas hésité à financer et armer Al-Qaïda à l'époque où la lutte contre une Union soviétique embourbée en Afghanistan était une priorité. Plus récemment l'Arabie saoudite a continué directement ou indirectement à armer les milices islamistes comme Daech

dans le cadre de sa lutte d'influence avec l'Iran.

Mais la visite de Trump avait d'abord pour but de cultiver les relations avec l'Arabie saoudite. Rex Tillerson, le secrétaire d'État américain (ministre des Affaires étrangères) avait d'ailleurs déjà dit quelques semaines auparavant que discourir sur les libertés démocratiques pouvait « créer des obstacles à notre capacité de faire avancer nos intérêts de sécurité nationale et nos intérêts économiques ». Trump ainsi instruit n'allait donc pas critiquer la dictature religieuse d'Arabie saoudite.

Par contre Trump n'a évidemment pas manqué l'occasion d'attaquer l'Iran en l'accusant de déstabiliser le Moyen-Orient et de soutenir le terrorisme. Autrement dit, les États « soutenant le terrorisme » sont définis comme tels selon qu'ils sont ou non de bons clients des États-Unis.

L'accord sur le nucléaire iranien, qui n'a toujours pas abouti à la levée complète des sanctions économiques contre l'Iran, risque donc de rester lettre morte. Il avait été négocié par le président iranien Hassan Rohani, étiqueté comme islamiste modéré par les chancelleries occidentales. Celui-ci vient juste d'être réélu. Mais cela n'empêche pas l'Iran de devoir faire face à l'hostilité de l'impérialisme américain qui cherche à l'isoler et ne supporte pas que ce pays de 80 millions d'habitants ait une politique régionale indépendante et heurtant parfois ses intérêts.

La tension au Moyen-Orient entre l'Iran et les États-Unis flanqués de leurs alliés saoudiens et israéliens n'est sans doute pas près de s'estomper. La fourniture d'armes américaines à l'Arabie saoudite ne peut que rajouter de l'huile sur un feu qui dévore déjà depuis trop longtemps les populations.

Lucien Déroit